



SOMMAIRE

- 1 - Communiqué de presse
- 2 - Synthèse du commerce extérieur de la France au 1^{er} semestre 2010
- 3 - Présentation détaillée des résultats du commerce extérieur
- 4- Environnement international et commerce mondial au 1^{er} semestre 2010
- 5 - L'impact du taux de change de l'euro sur le commerce extérieur
- 6 - La compétitivité de la France au 1^{er} semestre 2010
- 7 - Évolution des parts de marché dans le monde de la France et de ses partenaires de l'OCDE depuis 1990
- 8 - Les grands contrats de biens d'équipement civils dans les pays émergents au 1^{er} semestre 2010
- 9 - Les exportations de la France vers l'Union Européenne au 1^{er} semestre 2010
- 10 - Les ventes d'Airbus au 1^{er} semestre 2010
- 11 - La facture énergétique au 1^{er} semestre 2010
- 12 - Les échanges automobiles de la France au 1^{er} semestre 2010
- 13 - Les échanges de produits agroalimentaires au 1^{er} semestre 2010
- 14 - Les échanges de produits pharmaceutiques au 1^{er} semestre 2010
- 15 - Les échanges de services au 1^{er} semestre 2010



ANNE-MARIE IDRAC
SECRÉTAIRE D'ÉTAT CHARGÉE DU COMMERCE EXTÉRIEUR
AUPRÈS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.economie.gouv.fr

Paris, le 6 août 2010
N° 627

Les résultats du commerce extérieur au premier semestre 2010

Au premier semestre 2010, le commerce extérieur français a amplifié le rebond amorcé fin 2009 en tirant parti de la reprise du commerce mondial et de la forte demande en provenance des pays émergents.

Les exportations françaises ont progressé de 10% en glissement annuel (par rapport au premier semestre 2009) et de 6% par rapport au second semestre 2009. Les secteurs aéronautique et pharmaceutique continuent à croître fortement (respectivement 10% et 6%) et ont déjà dépassé leur niveau d'avant-crise. En termes géographiques, les exportations progressent vers quasiment tous les partenaires commerciaux, avec une vigueur particulière vers la Chine (+36%) ou le Brésil (+51%).

En lien avec l'augmentation du prix du pétrole et l'affaiblissement du cours de l'euro, le solde commercial s'est dégradé, atteignant 24,5 Mds€. Ceci s'explique par l'effet immédiat de la baisse de l'euro sur le prix des importations énergétiques payées en dollars.

Anne-Marie IDRAC a déclaré: « *Ces résultats témoignent de la capacité de rebond des exportations françaises dans la sortie de crise. Nos exportations progressent au même rythme que le commerce mondial et que celles de nos principaux partenaires européens. Je me réjouis particulièrement de la très forte augmentation des échanges avec les pays émergents. Cela valide la stratégie que j'ai mise en place depuis deux ans avec un effort particulier pour l'accompagnement des entreprises exportatrices vers les pays à fort potentiel de croissance.*

Je continue donc, avec Christine LAGARDE, à adapter le dispositif français de soutien à l'exportation aux mutations de l'économie mondiale. A ma demande, Ubifrance, l'agence française pour l'internationalisation des entreprises, réalise déjà cette année 60% de ses actions hors de l'Union européenne. C'est aussi le sens de la décision récemment prise d'étendre la présence d'Ubifrance dans 17 pays à fort potentiel de croissance et de renforcer ses moyens d'intervention.

Il faut continuer à renforcer et valoriser notre savoir-faire dans nos domaines de spécialisation, qui rencontrent une forte demande mondiale, notamment dans les grands



pays émergents: aéronautique, infrastructures de transport, énergie, équipements urbains (gestion de l'eau, des déchets, de la qualité de l'air), santé. Les réformes comme celles du crédit impôt recherche ou de la taxe professionnelle contribuent à donner aux exportateurs les moyens d'investir plus dans la recherche et l'innovation, clé de la réussite à l'international. L'action que je mène pour l'internationalisation des pôles de compétitivité et la structuration de filières à l'export va aussi dans le sens de la valorisation de l'offre française, de la grande entreprise aux PME. Enfin, nous allons améliorer cet automne notre dispositif de soutien aux grands contrats, en concertation avec les entreprises concernées ».

Dossier de presse disponible sur www.economie.gouv.fr.

Contact Presse :

Corinne MEUTEY, Conseiller Communication et Parlement

Téléphone : +33(0)1 53 18 41 00 - Télécopie : +33(0)1 53 18 44 14

Mél : corinne.meutey@cabinets.finances.gouv.fr



SYNTHESE DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA FRANCE AU 1^{ER} SEMESTRE 2010

I/ Portés par la reprise du commerce mondial, les échanges de la France progressent au 1^{er} semestre 2010

Au 1^{er} semestre 2010, la France tire parti de la reprise du commerce mondial, avec des exportations évoluant en ligne avec la demande mondiale qui lui est adressée. Après une contraction sans précédent en 2009, le commerce mondial a poursuivi début 2010 le rebond amorcé à l'été 2009. Ce nouvel élan a catalysé la reprise de l'activité économique (cf. graphique 1). Tiré par la demande asiatique (et chinoise notamment, les importations chinoises ayant bondi de près de 55 % entre le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010¹) et des pays développés, le commerce international de biens et de services devrait progresser de 9 % en volume en 2010 selon les estimations du FMI et de 10 % selon celles de l'OMC. En ligne avec cette évolution générale, les exportations françaises ont progressé de 10% en glissement annuel (par rapport au premier semestre 2009) et de 6% par rapport au second semestre 2009.

Dans le détail des échanges :

Sur le champ des biens et en valeur, la croissance des importations (+7,4 % au 1^{er} semestre 2010 par rapport au 2nd semestre 2009) dépasse celle des exportations (+5,9 %). La progression des achats de la France à l'étranger s'explique aux trois quarts par la hausse des approvisionnements hors Zone Euro, dont la valeur en euro s'est mécaniquement élevée dans un contexte de dépréciation de la monnaie unique. Malgré leur croissance, les échanges de la France restent encore inférieurs (de plus de 10 %) aux niveaux qu'ils avaient atteints au 1^{er} semestre 2008, avant le déclenchement de la crise.

Dans ce contexte, le déficit commercial de la France s'est creusé au 1^{er} semestre 2010 pour s'établir à 24,5 Md€ après 20,4 Md€ au 2nd semestre 2009. Cette dégradation du déficit s'explique notamment par l'alourdissement de la facture énergétique sous l'effet conjugué de la dépréciation de l'euro face au dollar et de la hausse des cours du baril de Brent (calculés en dollar).

Sur le champ des services et en valeur, sur les cinq premiers mois, les statistiques de la Balance des Paiements indiquent que les exportations (+3,9 %) progressent plus rapidement que les importations (+1,8 %), renforçant l'excédent qui gagne 1,2 Md€ pour s'établir à 6,6 Md€.

¹ Calculs réalisés à partir des données brutes d'importation de biens sur 5 mois

II/ La France conserve ses parts de marché mondiales, et son rang parmi les grands exportateurs européens

Préservées au cœur de la crise, les parts de marché de la France se maintiennent également dans un contexte de reprise économique, comme en témoigne l'évolution de ses exportations, en ligne avec la demande mondiale qui lui est adressée (cf. graphique 2). La part de marché de la France en volume vis-à-vis des pays de l'OCDE se maintient notamment, à 6,4 % au 1^{er} semestre 2010. Les principaux partenaires européens de la France ont également réussi à préserver leur position durant les derniers mois.

Les exportations françaises avaient été légèrement moins affectées par l'effondrement du commerce mondial que celles des autres grands exportateurs européens. Cependant, tout comme l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, la France n'a pas encore effacé tout l'impact de la crise, et un écart subsiste avec les niveaux d'avant-crise.

III/ La France bénéficie d'une orientation sectorielle et géographique favorable

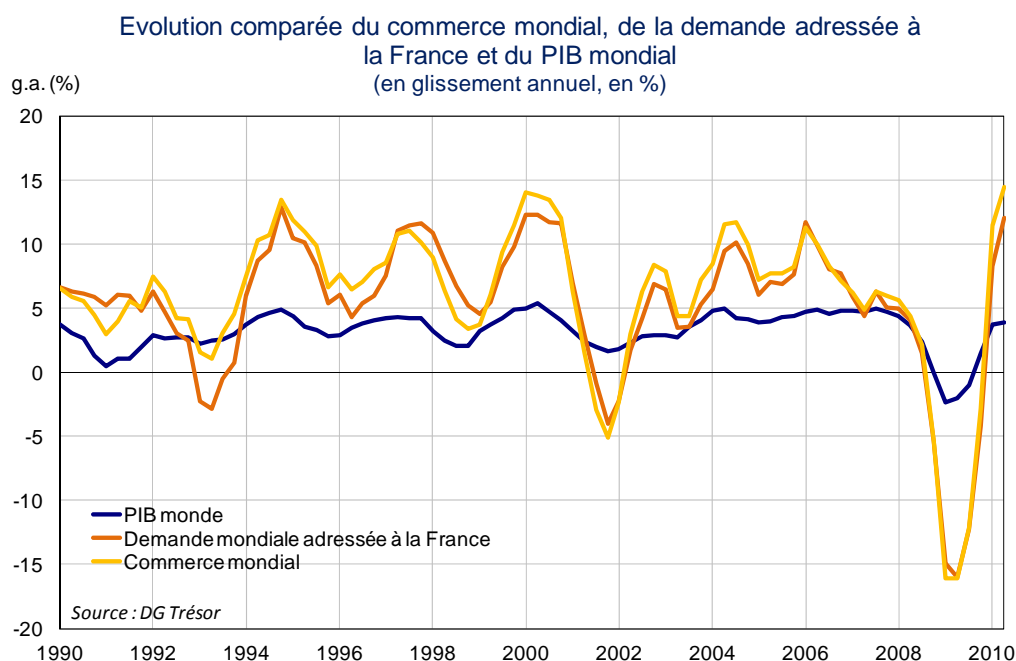
La France a su tirer profit du dynamisme de la demande mondiale, et en particulier de la demande asiatique. Ainsi, l'Asie contribue au 1^{er} semestre 2010 à hauteur d'un tiers à la croissance globale des exportations de la France alors qu'elle n'absorbe que 10 % des ventes totales (cf. graphique 4). De même, la contribution de la Chine dépasse celle des Etats-Unis (+0,8 % pour la Chine contre +0,6 % pour les Etats-Unis sur un total de +5,9 %) pour le deuxième semestre d'affilée. Enfin, les exportations progressent rapidement vers les pays situés hors Zone Euro : leur contribution (+3,7 %) à la croissance des ventes est presque deux fois supérieure à celle de la Zone Euro (+2,1 %), alors que leur poids dans les exportations est identique (cf. graphique 4).

En termes sectoriels, la bonne orientation de la France dans les secteurs de *l'aéronautique* et de la *pharmacie* continue à porter ses fruits. Dans ces deux secteurs, les exportations françaises dépassent en effet à la fin du premier semestre leur niveau d'avant-crise, et les prises de commandes d'Airbus en 2010 retrouvent des niveaux élevés. La priorité accordée à l'innovation (avec le crédit d'impôt recherche notamment) permettra d'entretenir la spécialisation française dans les produits de haute technologie, pour lesquels la demande reste forte.

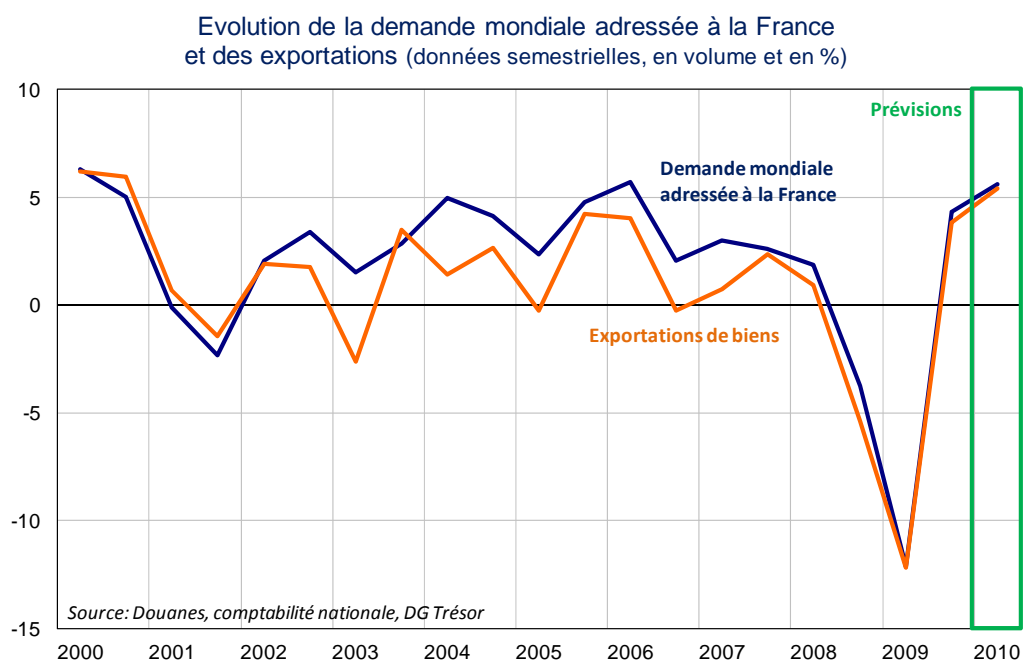
Les perspectives pour le reste de l'année 2010 sont favorables à une poursuite de la croissance des exportations. La France continuera en effet à bénéficier, dans l'hypothèse d'une stabilisation du taux de change de l'euro, d'une compétitivité-prix renforcée, dont les effets sur les ventes se matérialiseront pleinement au 2^e semestre 2010 et en 2011, en particulier vers les grands marchés émergents.

ANNEXE

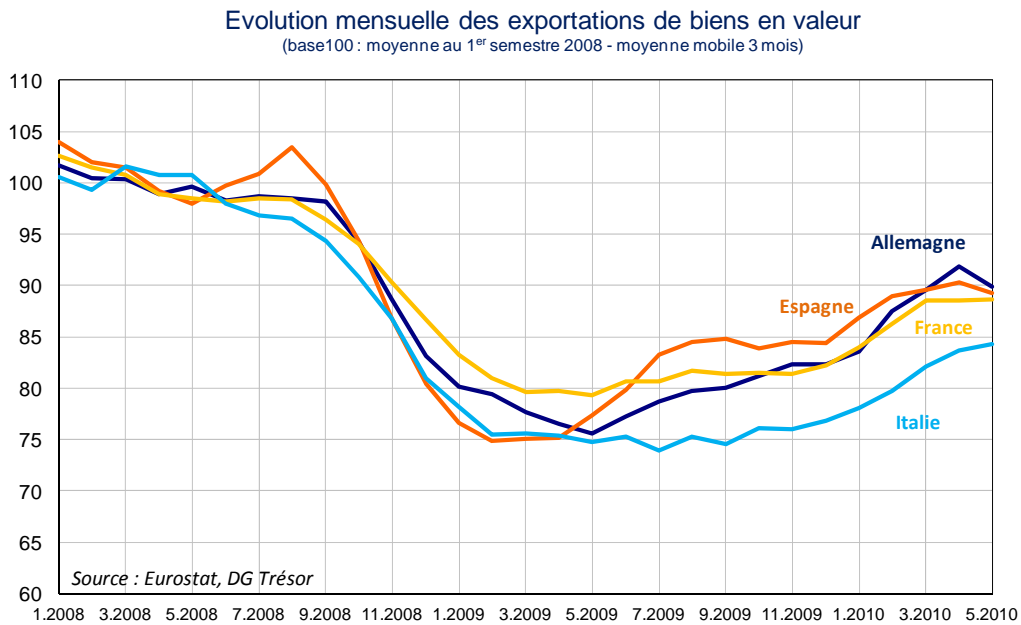
Graphique 1 : le commerce international tire la reprise de l'activité mondiale depuis mi-2009



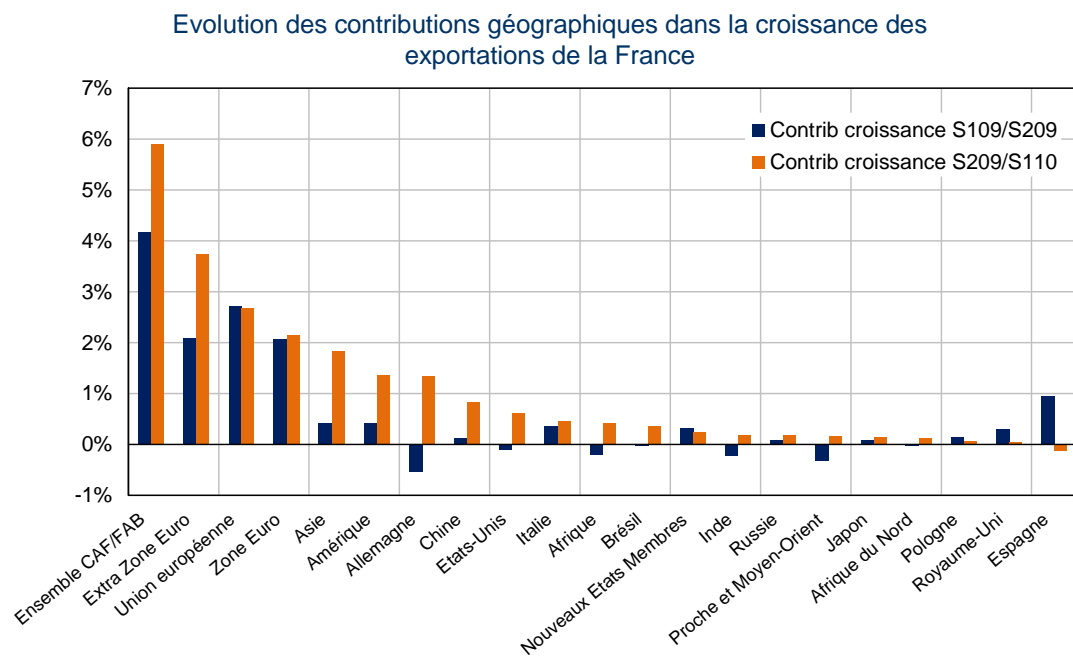
Graphique 2 : les exportations de la France évoluent en ligne avec la demande qui lui est adressée



Graphique 3 : la performance française à l'export se situe dans la moyenne de ses principaux partenaires européens



Graphique 4 : au 1^{er} semestre 2010, l'Asie contribue autant que l'Union Européenne à la croissance des exportations de la France



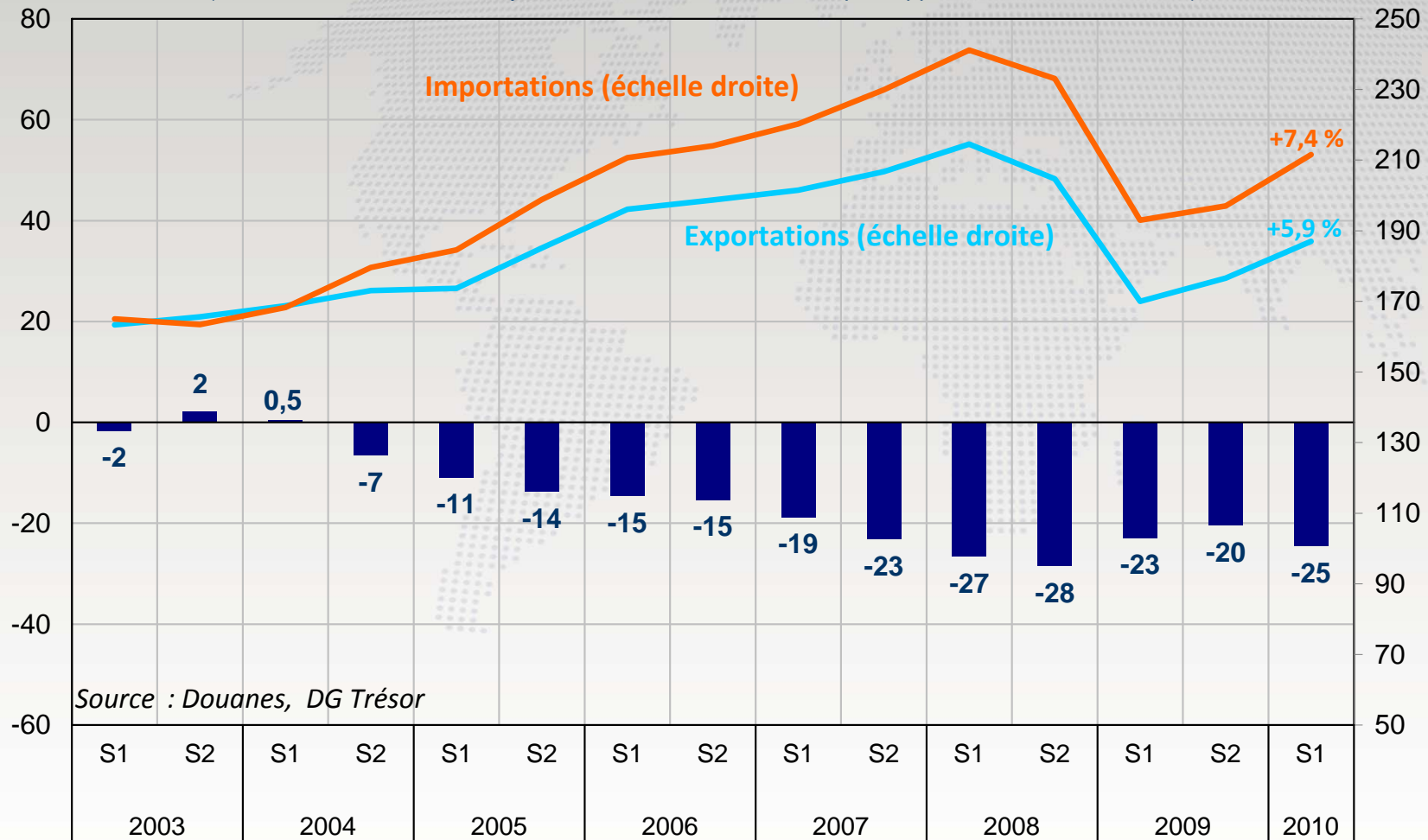


Les résultats du commerce extérieur au 1^{er} semestre 2010

Les échanges de la France progressent pour le deuxième semestre consécutif

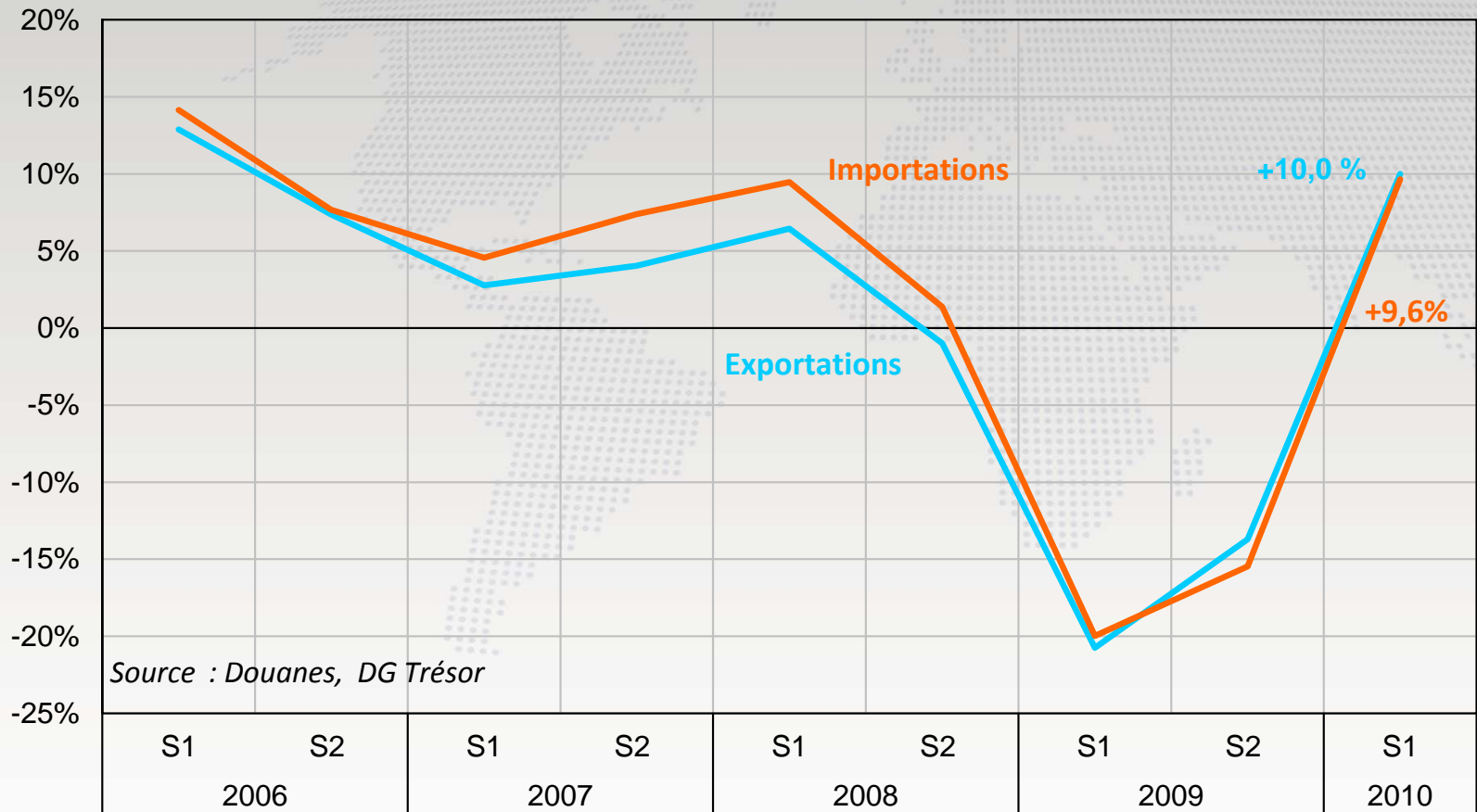
Solde commercial et échanges commerciaux

(en Md€, données FAB-FAB yc matériel militaire, croissance par rapport au 2nd semestre 2009)



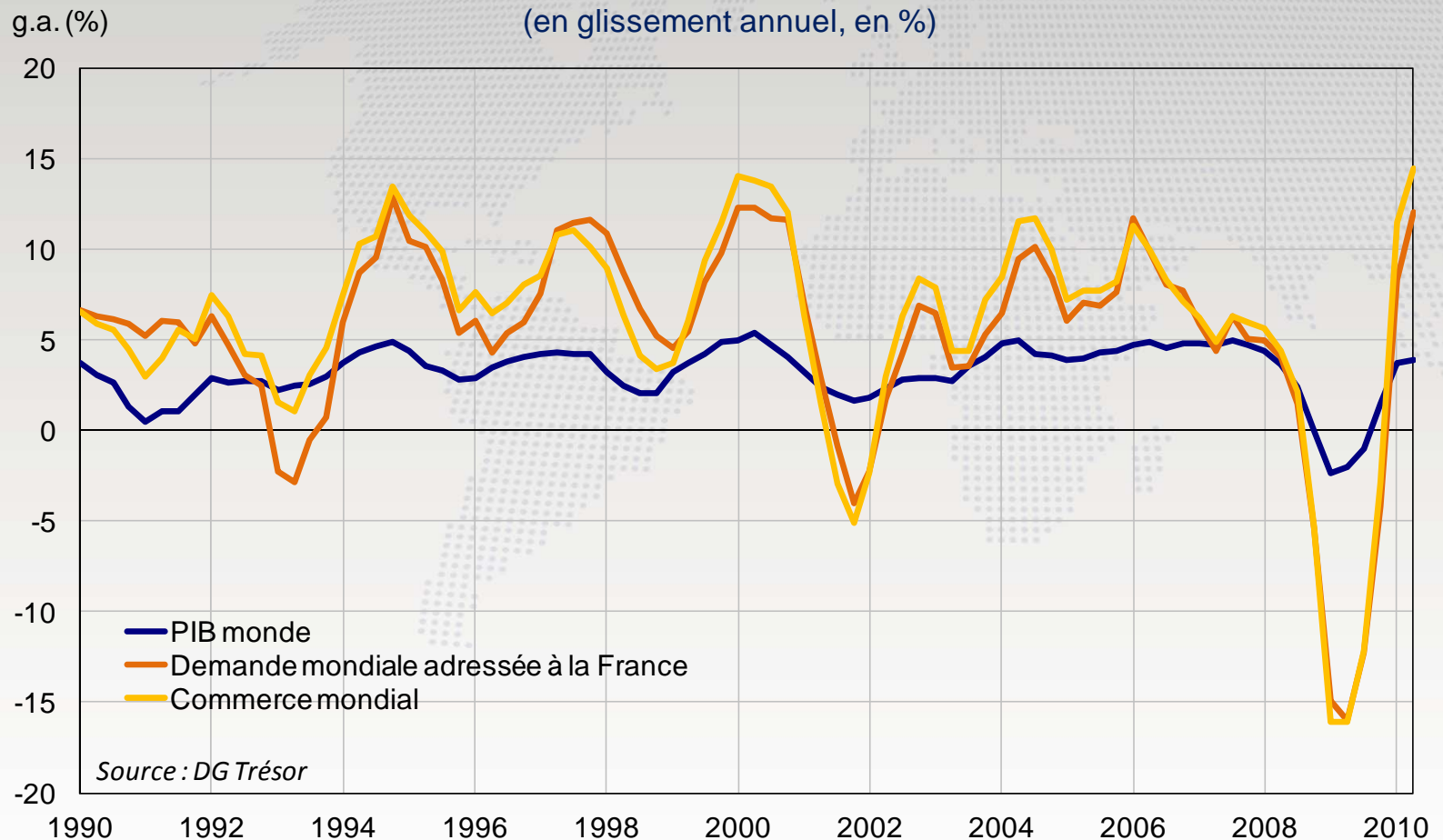
En glissement annuel, la croissance
des exportations françaises atteint 10 %

Evolution des échanges de la France
(en glissement annuel)



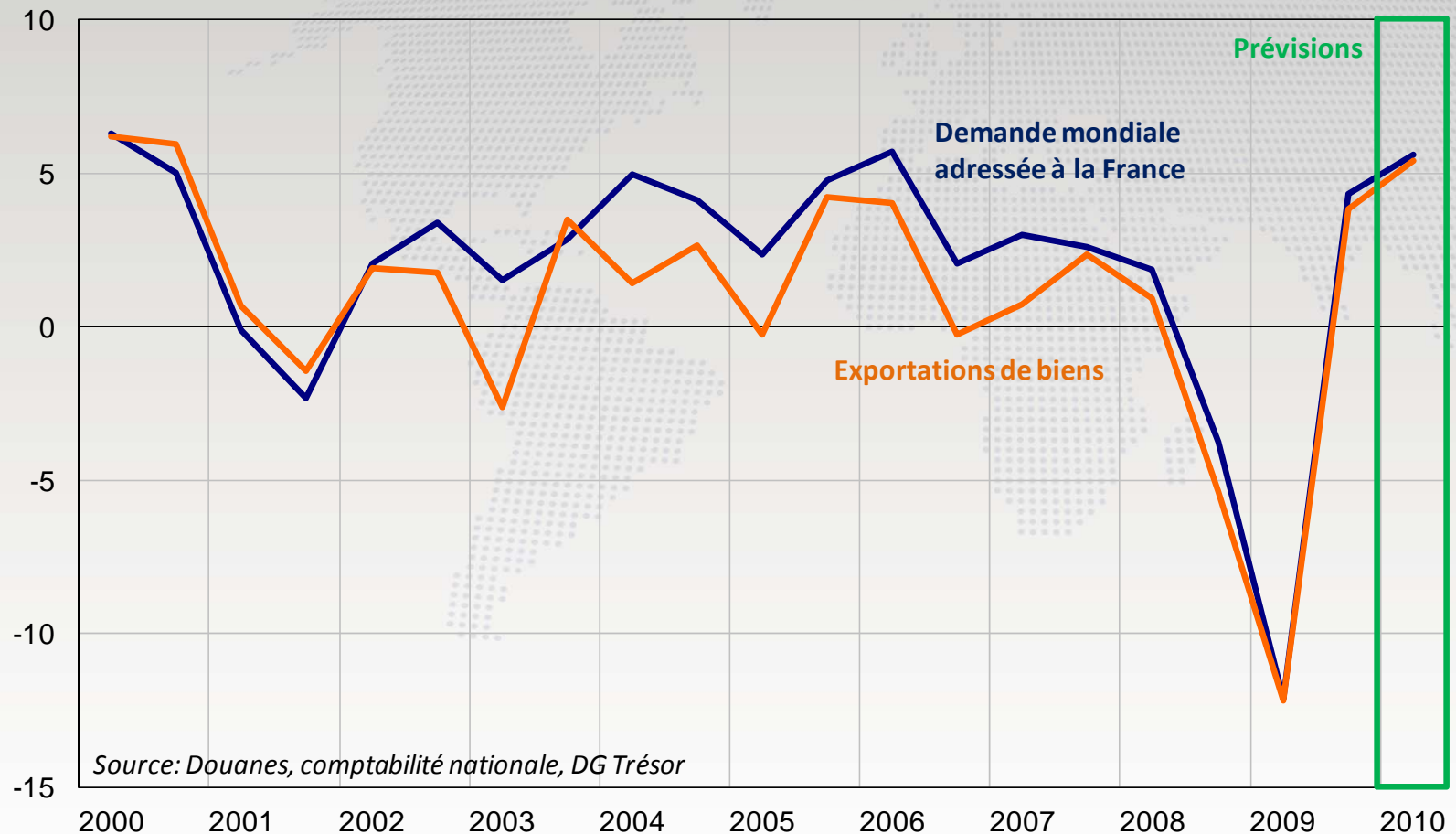
La demande adressée à la France
évolue au même rythme que le commerce mondial :
la France profite de la reprise mondiale

Evolution comparée du commerce mondial, de la demande adressée à
la France et du PIB mondial
(en glissement annuel, en %)



Les exportations évoluent en ligne avec la demande,
signe d'un maintien des parts de marché françaises

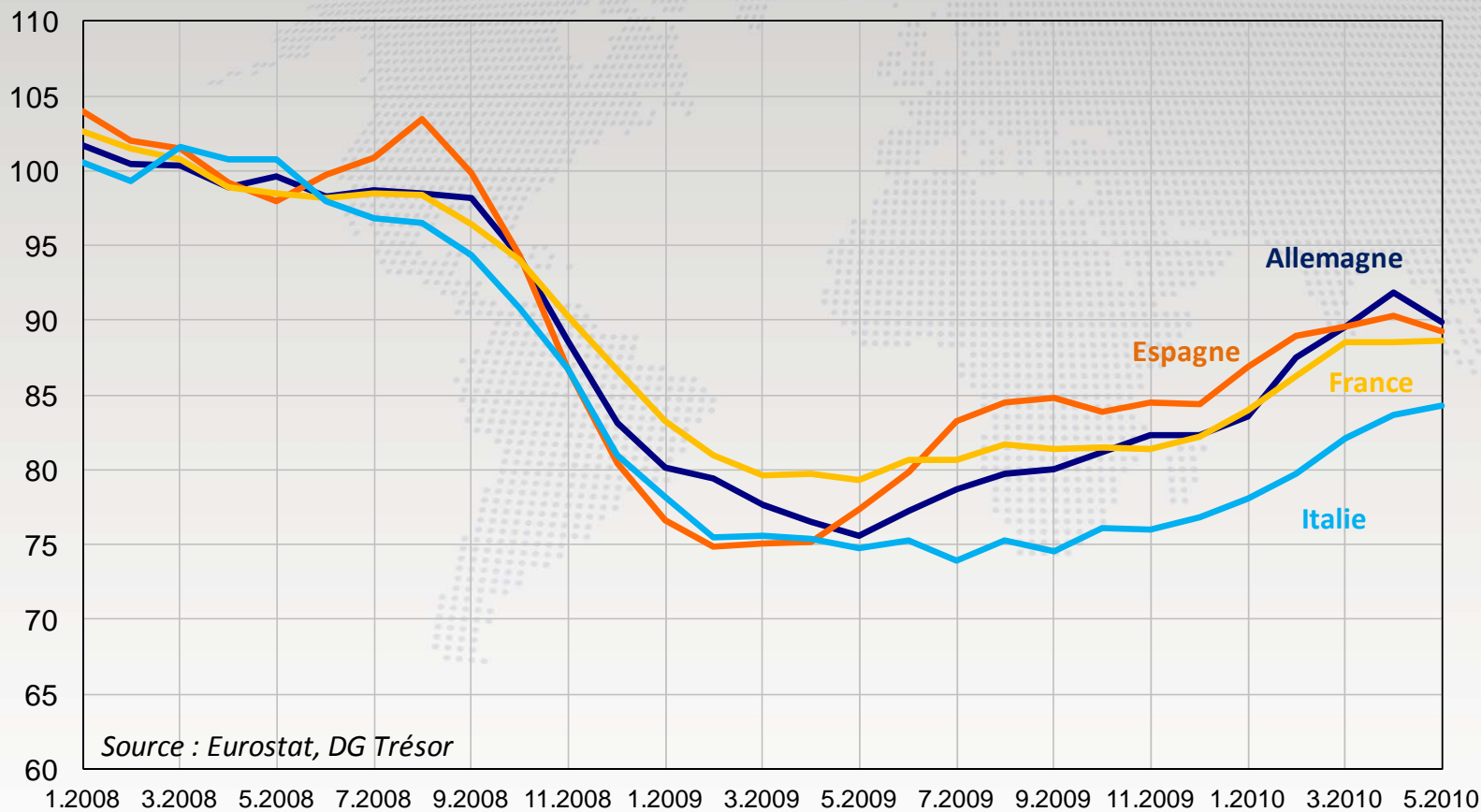
Evolution de la demande mondiale adressée à la France
et des exportations (données semestrielles, en volume et en %)



Le rebond des exportations françaises est comparable à celui des principaux exportateurs européens

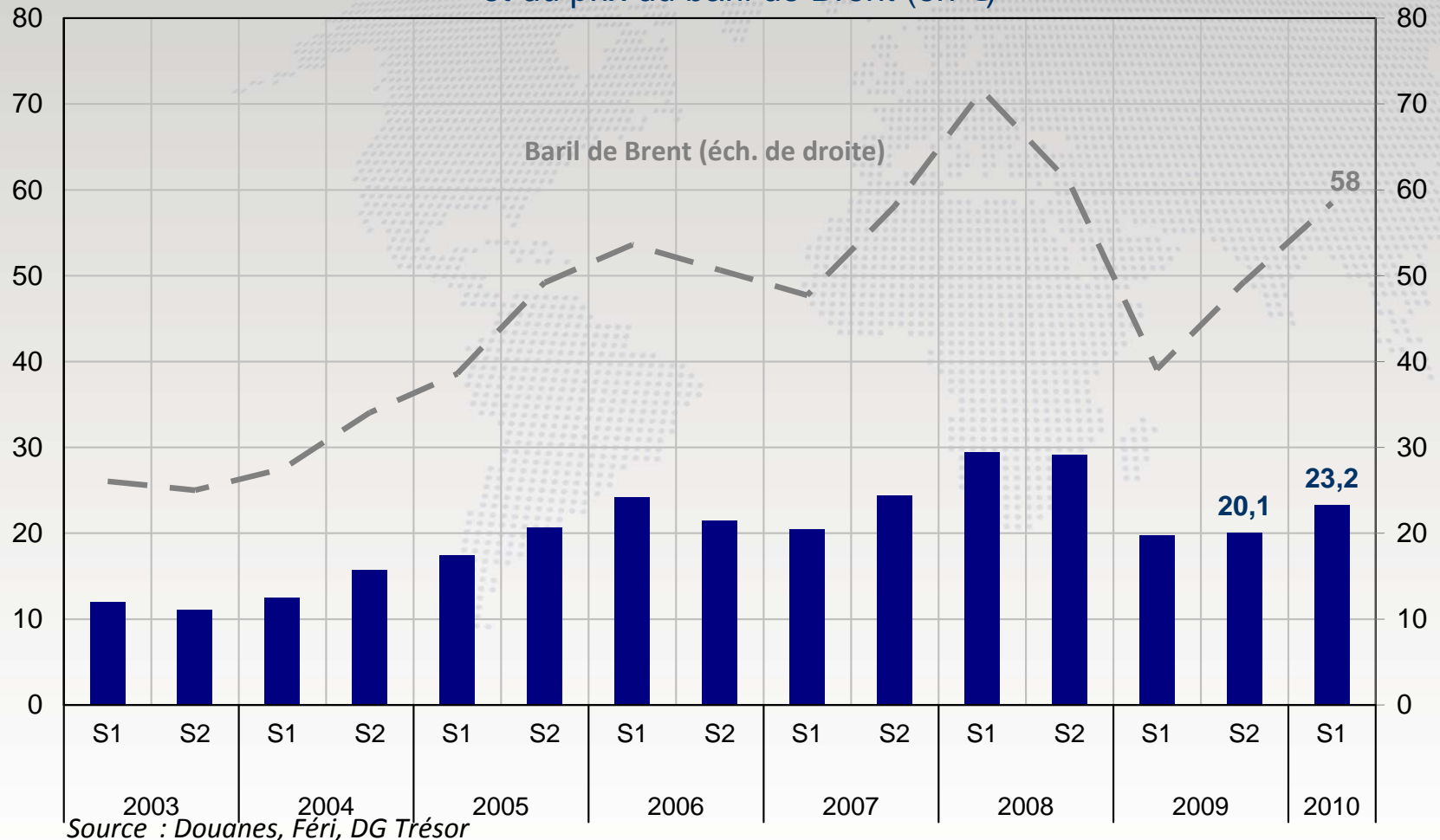
Evolution mensuelle des exportations de biens en valeur

(base100 : moyenne au 1^{er} semestre 2008 - moyenne mobile 3 mois)



La facture énergétique s'est alourdie
sous l'effet de la hausse des cours du baril de Brent
et de la dépréciation de l'euro

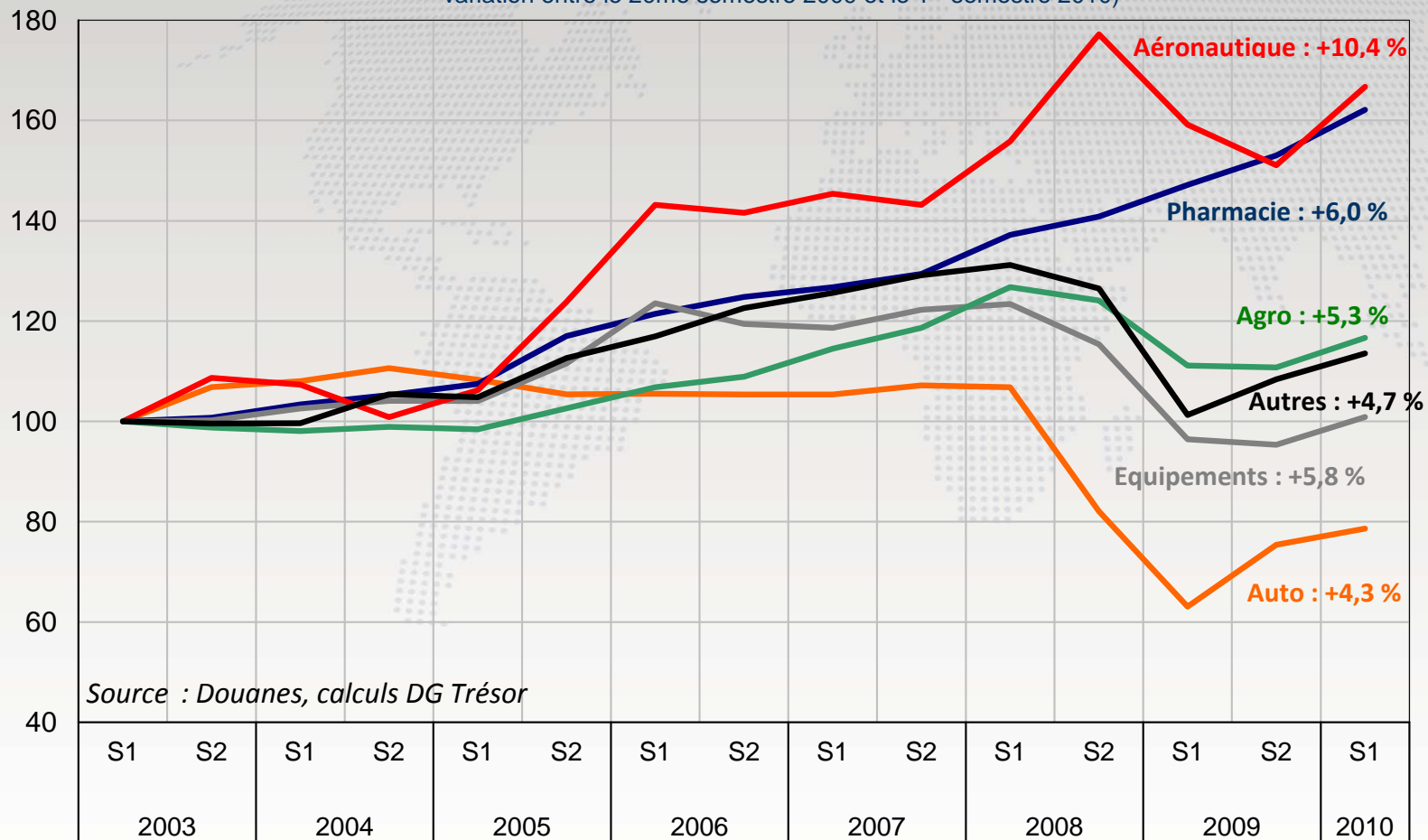
Evolution de la facture énergétique (en Md€)
et du prix du baril de Brent (en €)



L'aéronautique et la pharmacie continuent à dynamiser les exportations

Evolution sectorielle des exportations

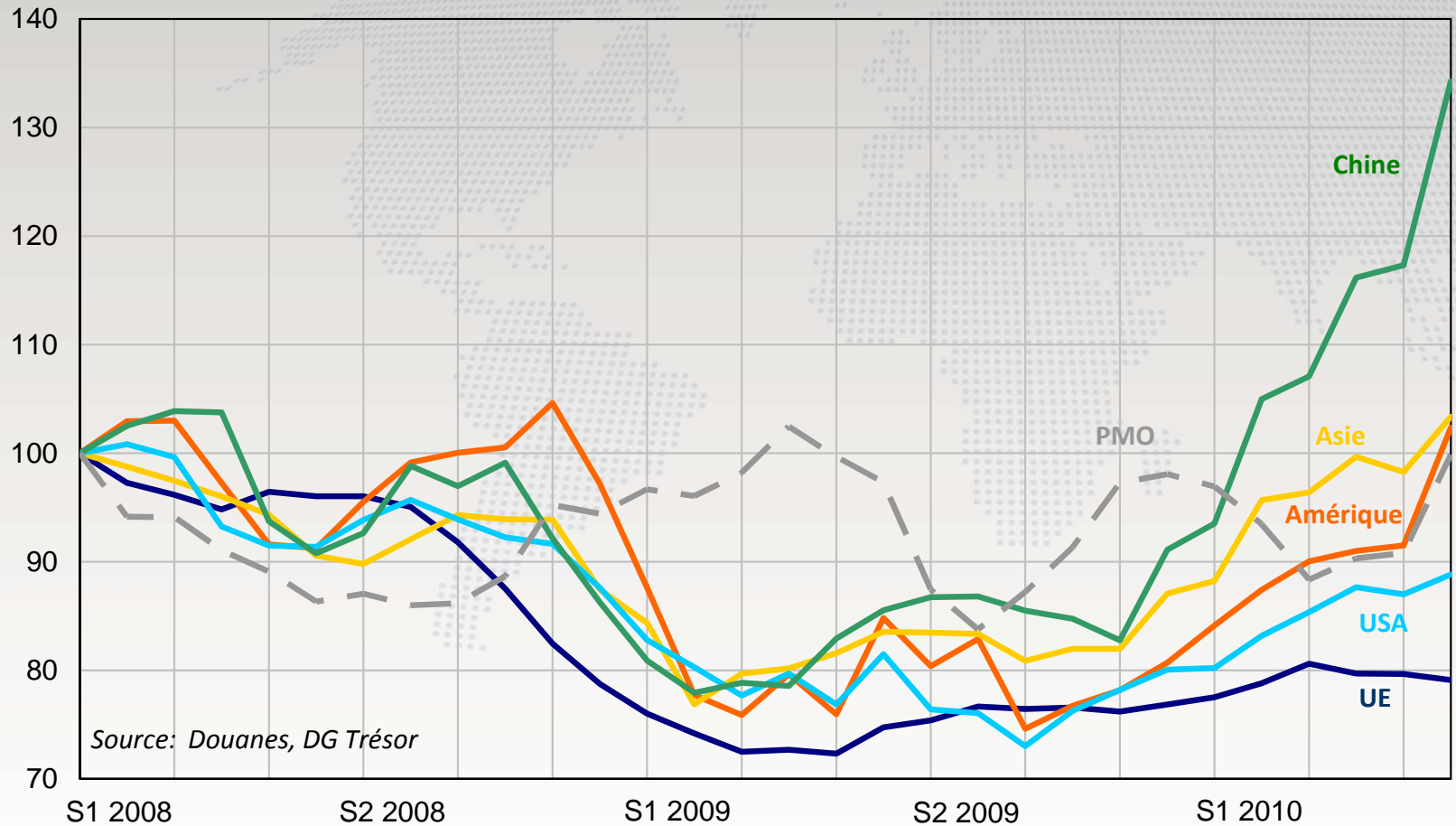
(base 100 au 1^{er} semestre 2003, données CVS CAF-FAB, variation entre le 2^{ème} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010)



Les exportations vers l'Asie et notamment la Chine sont particulièrement dynamiques

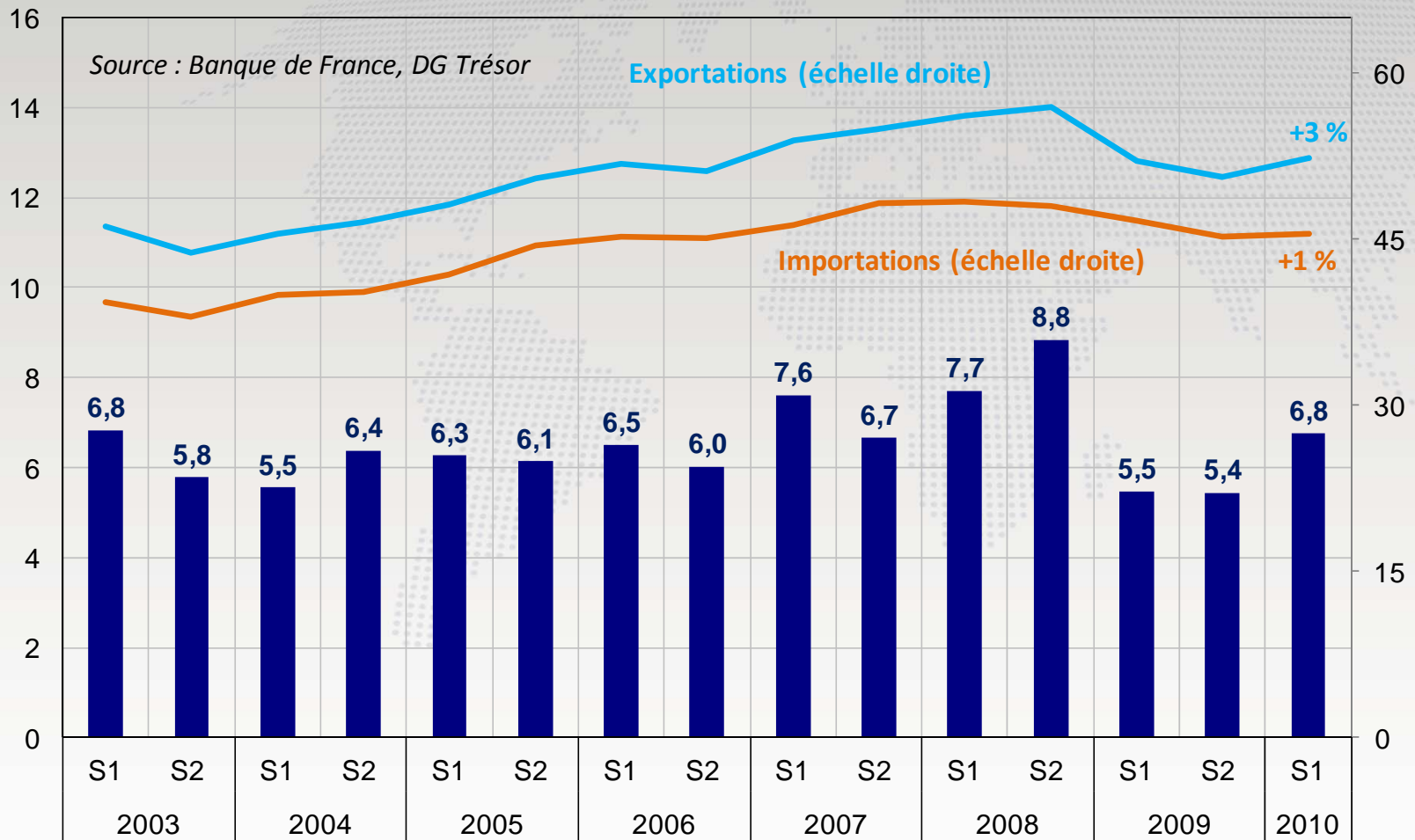
Evolution des livraisons de biens aux principales zones clientes

(base 100 en janvier 2008, moyenne mobile sur 3 mois)



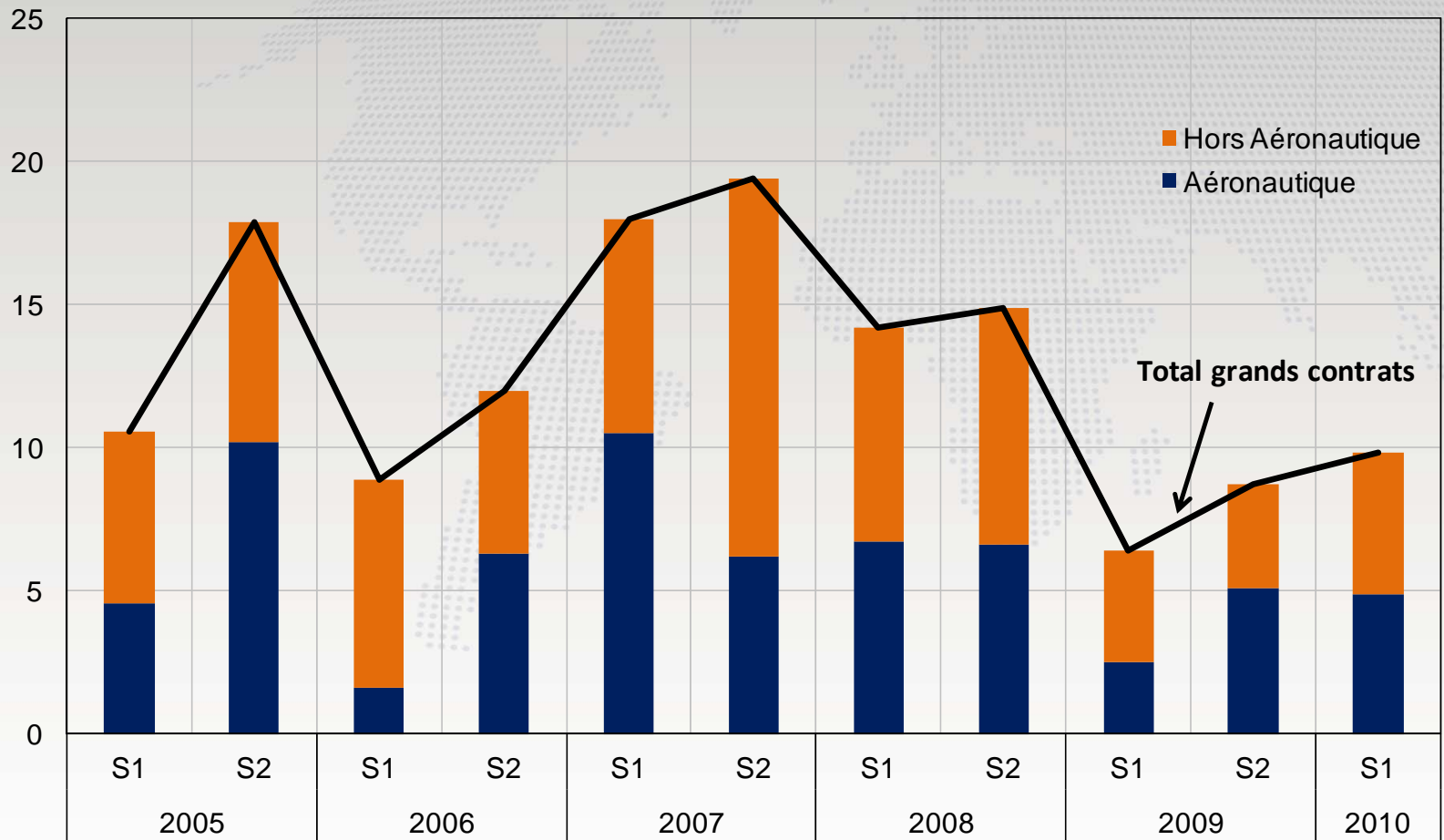
Les exportations de services poursuivent leur rebond

Solde et échanges de services
(données CVS en Md€, gel du mois de mai)



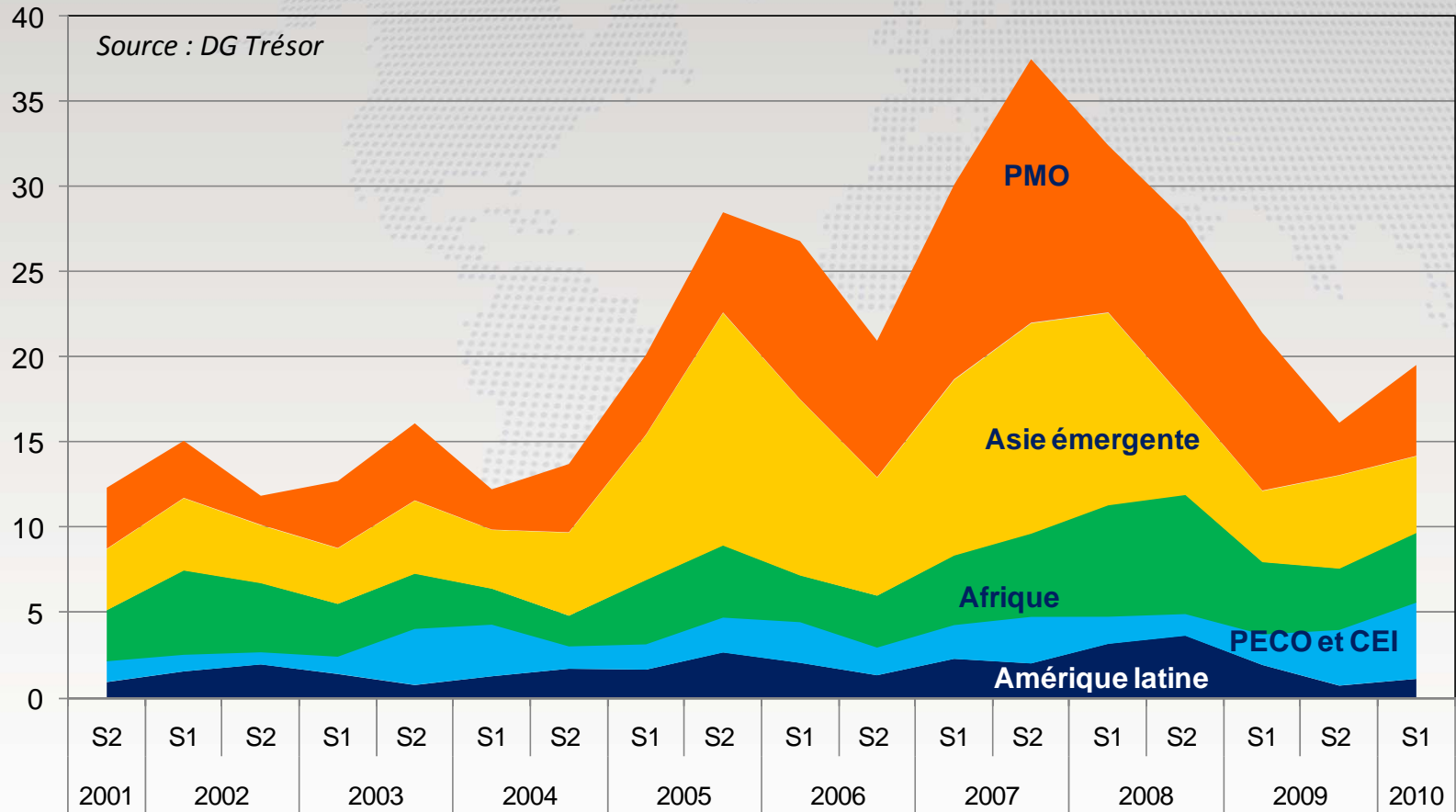
Les grands contrats conclus dans les pays émergents se ressaisissent par rapport aux niveaux atteints pendant la crise

Parts françaises des grands contrats de biens d'équipement civils dans les pays émergents (en Md€)



Au sein des pays émergents, l'Asie émergente et le Proche et Moyen-Orient sont les premières zones de signatures de grands contrats

Evolution des parts françaises des grands contrats dans les pays émergents par zone géographique
(cumul annuel sur données semestrielles en Md€)

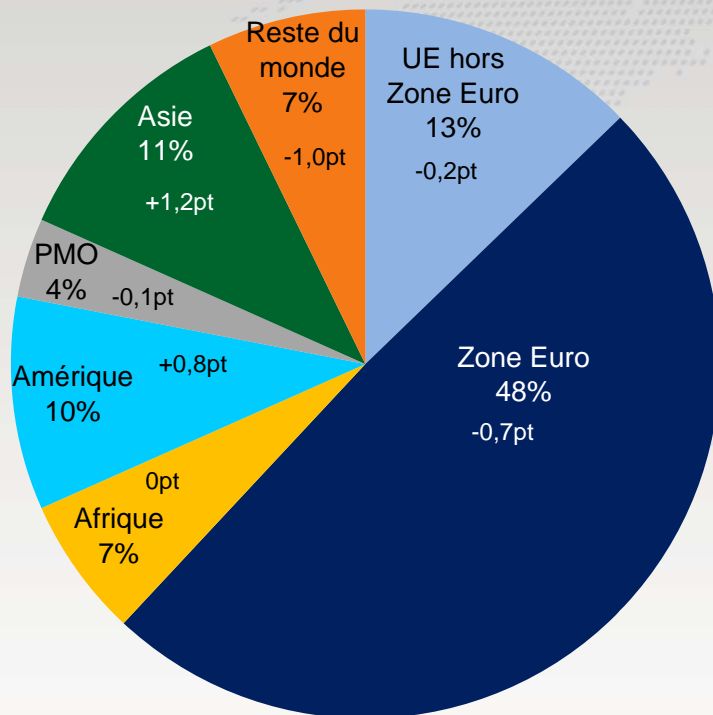


Résultats complémentaires

L'Union européenne reste de loin la 1^{ère} zone partenaire, représentant environ 60 % des exportations et des importations

Répartition géographique des exportations de biens en %
au 1^{er} semestre 2010

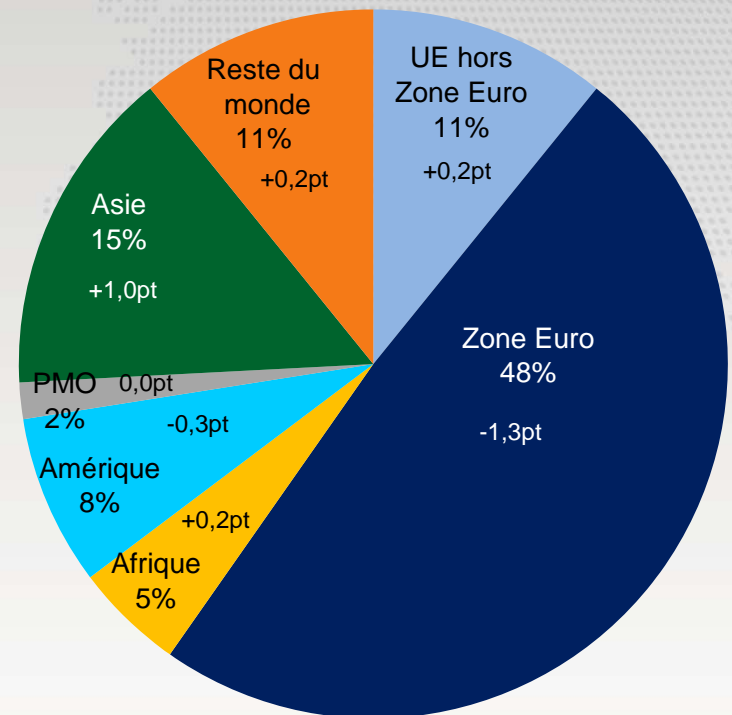
croissance par rapport au 2nd semestre 2009 en points de pourcentage



Source : Douanes, DG Trésor

Répartition géographique des importations de biens en %
au 1^{er} semestre 2010

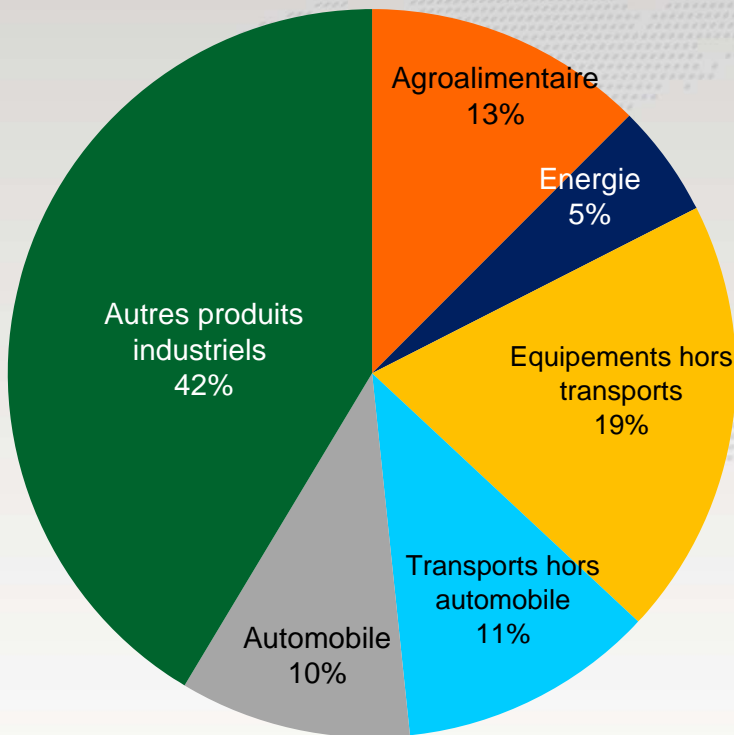
croissance par rapport au 2nd semestre 2009 en points de pourcentage



Source : Douanes, DG Trésor

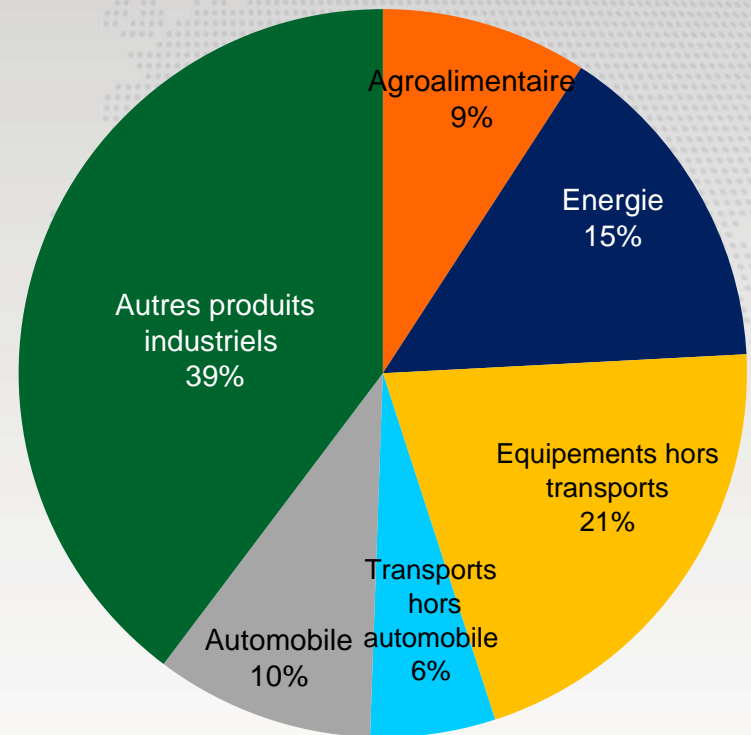
La France est exportatrice nette de matériels de transports hors automobile et de produits agroalimentaires, et importatrice nette d'énergie

Répartition sectorielle des exportations de biens en %
au 1^{er} semestre 2010



Source : Douanes, DG Trésor

Répartition sectorielle des importations de biens en %
au 1^{er} semestre 2010



Source : Douanes, DG Trésor



ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET COMMERCE MONDIAL AU 1^{ER} SEMESTRE 2010

La reprise économique mondiale s'est confirmée au 1^{er} semestre 2010. Elle avait été notamment initiée par le rebond des échanges extérieurs des pays émergents d'Asie dès le 2^e trimestre 2009. Les principaux pays développés ont renforcé à l'hiver cette dynamique du commerce international. L'investissement privé commence à prendre en partie le relais des stimuli budgétaires et du cycle des stocks. Ce mouvement global de reprise masque toutefois une relative hétérogénéité entre les diverses zones géographiques.

I/ Une reprise de l'activité mondiale confirmée mais encore fragile

Après la crise économique et financière internationale de 2008-2009, l'activité mondiale s'est stabilisée au printemps 2009, avant de redémarrer à l'été, en ligne avec la sortie de récession de la plupart des économies développées. La croissance est restée bien orientée au 1^{er} trimestre 2010 et l'ensemble des indicateurs conjoncturels indiquent une poursuite de la tendance haussière au 2^e trimestre. **La reprise semble donc bien en marche, en raison notamment du soutien du commerce mondial** (cf. graphique 1 en annexe) qui a permis un regain d'activité dans les différents pays.

La composition des demandes intérieures se modifie lentement. En effet, après avoir largement contribué à la reprise, certains facteurs de soutien à la croissance (cycle des stocks et stimuli publics) voient leurs effets positifs commencer à se dissiper graduellement, suivant un calendrier propre à chaque pays. L'investissement privé prend, timidement à ce stade, le relais. En revanche, ce n'est pas encore le cas de la consommation privée mondiale, pénalisée par un contexte encore fragile du côté des marchés du travail. Globalement, les moteurs privés accélèreraient en effet moins aisément que lors des sorties de crises précédentes, entravés notamment par le besoin de désendettement des ménages comme des entreprises.

Les principales puissances économiques mondiales connaissent des trajectoires de croissance hétérogènes. Les grandes économies émergentes comme la Chine et l'Inde demeurent très dynamiques, ce qui profite largement au voisin japonais et plus généralement à l'ensemble de la zone asiatique. La reprise américaine, soutenue par des stimuli publics encore conséquents, semble plus vigoureuse que celle actuellement observée en Zone Euro. Au sein de l'Union Monétaire Européenne, les pays du Sud présentent également des trajectoires d'activité

moins allante que la moyenne. Compétitivité, croissance potentielle ou plus globalement modèles de développement tendent à expliquer ces différences.

Le 1^{er} semestre a connu des tensions financières importantes en Zone Euro, en lien avec les finances publiques de certains pays de la Zone. La faiblesse de l'euro, après le point haut de novembre, vient toutefois renforcer la compétitivité des produits européens.

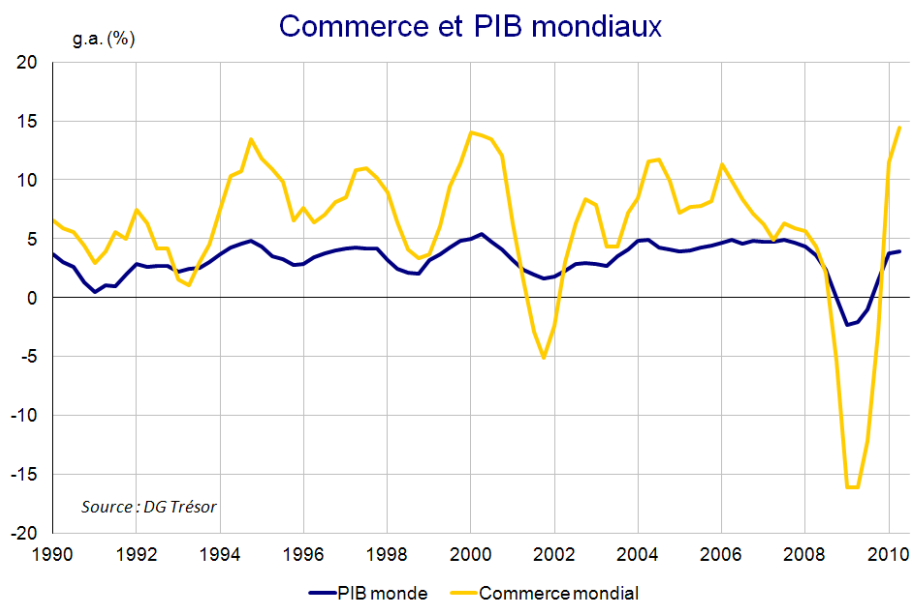
II/ Le commerce mondial en soutien de la reprise

Alors qu'il avait amplifié la récession au cours de l'hiver 2009, en particulier dans les pays fortement tournés vers l'extérieur, le commerce mondial catalyse la reprise depuis le milieu de l'année 2009. La reprise des échanges mondiaux a été initiée en Asie dès le 2^e trimestre 2009 sous l'effet du desserrement des conditions d'octroi de crédit et le plan de relance chinois. Les principaux pays développés ont emboité le pas à partir du 3^e trimestre, une tendance qui s'est confirmée depuis (cf. graphique 2 en annexe). Après avoir enregistré un recul historique en 2009 (-12,0 % contre +1,6 % en 2008, et une croissance moyenne de 6,6 % sur les dix dernières années), le commerce mondial devrait progresser à un rythme particulièrement soutenu en 2010 (le taux de croissance annualisé pour le 1^{er} semestre 2010 s'établissant déjà à +13,0 %).

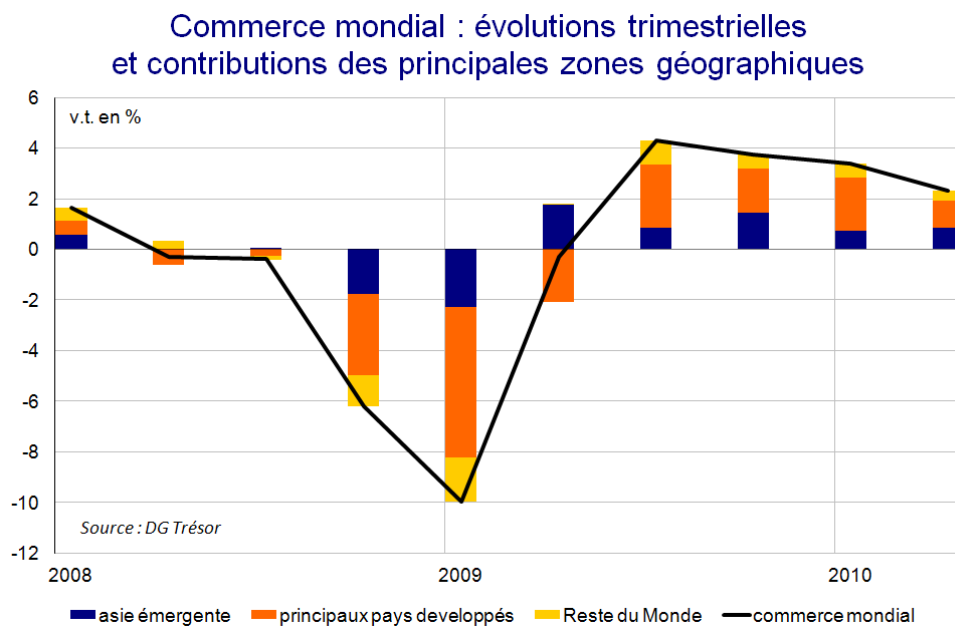
Le rééquilibrage des balances courantes constaté en 2009 paraît avoir été en bonne partie conjoncturel. Il a principalement résulté de la contraction du commerce international suite à la crise. Le rééquilibrage des modèles de croissance des pays connaissant de forts déséquilibres courants - en excédent en Chine et dans certains pays de l'OPEP, et en déficit aux Etats-Unis principalement - devrait prendre du temps puisqu'il nécessite des évolutions dans les parités de change et/ou une modification du comportement de demande des ménages et des entreprises.

ANNEXE

Graphique 1



Graphique 2





L'IMPACT DU TAUX DE CHANGE DE L'EURO SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Entre novembre 2009 et juin 2010, l'euro s'est fortement déprécié notamment par rapport au dollar, au yen et à la livre. Cette dépréciation procure des gains de compétitivité aux producteurs français (cf. fiche sur la compétitivité).

Elle est donc un facteur de soutien à l'activité en France, en stimulant nos ventes hors Zone Euro mais aussi au sein de la Zone Euro du fait des gains de compétitivité liés au renchérissement des prix étrangers convertis en euro.

En écart à une situation où l'euro serait resté à son pic de novembre 2009, on estime que la dépréciation de l'euro peut contribuer à accroître les exportations françaises en volume d'environ +2 % en 2010 et +3,5 % en 2011 en raison de l'amélioration de la compétitivité.

Tableau : Impact macroéconomique de la dépréciation de l'euro depuis novembre 2009, dans l'hypothèse où le taux de change effectif de l'euro se stabiliserait à son cours de juin 2010 jusqu'à la fin de 2011 :

(Écart en niveau par rapport à une situation où l'euro serait resté stable depuis novembre 2009, en %)

	2010	2011
Exportations	2	3,5
Importations	0,6	0,9

Lecture : dans la situation où le taux de change effectif de l'euro se stabiliserait à son cours de juin 2010 jusqu'à la fin de 2011, les exportations en volume seraient en 2010 supérieures de 2 % au niveau qu'elles atteindraient si l'euro était resté stable à son niveau de novembre 2009. En 2011, les exportations continueraient de progresser.

Source : Calculs DG Trésor (modèle MESANGE)



LA COMPETITIVITE DE LA FRANCE AU 1^{ER} SEMESTRE 2010¹

Après avoir fléchi en 2009 sous l'effet de la hausse de l'euro, la compétitivité de la France connaît un sensible redressement en 1^{er} partie d'année 2010 à la faveur de la dépréciation de la monnaie européenne observée entre fin 2009 et juin 2010.

I/ Le taux de change effectif nominal de la France a observé un net repli en 1^{er} partie d'année 2010 (cf. gr. 1 en annexe)

Après la progression enregistrée en 2009, l'euro s'est orienté en forte baisse depuis le début de 2010 vis-à-vis d'une majorité de devises.

Face au dollar, la monnaie européenne s'est dépréciée à un rythme soutenu (— 6,4 % et — 8,1 % successivement aux 1^{er} et 2^e trimestres), s'établissant à 1,22\$ en juin au niveau le plus bas depuis début 2006. L'euro s'est également nettement replié contre le yen (— 5,3 % et — 6,5 % respectivement aux 1^{er} et 2^e trimestres) ainsi que face la livre sterling (— 2,0 % et — 3,8 %).

Au total, vis-à-vis d'un panier large de 42 devises, le taux de change effectif nominal de la France s'est déprécié successivement de — 2,7 % et — 3,4 % aux 1^{er} et 2^e trimestres. Le dollar, le yen, la livre, et les devises d'Asie émergente contribuent le plus fortement à cette évolution.

II/ La compétitivité-prix a enregistré une sensible amélioration au 1^{er} semestre sous l'impact de cette dépréciation (cf. gr. 2)

La compétitivité-prix² de la France par rapport à ses partenaires de l'OCDE marque un vif rebond en début de 2010 après le tassement subi en 2009, gagnant +2,9 % et +3,5 % au 1^{er} puis au 2^e trimestre pour retrouver le niveau atteint début 2006. Cette amélioration reflète pour l'essentiel l'impact favorable du contexte de change.

Dans une perspective de plus long terme, on observe que la compétitivité-prix de la France par rapport aux pays de l'OCDE s'établit au 2^e trimestre 2010 à un niveau supérieur de 7,0 % à sa moyenne depuis 1980 et de 4,5 % à sa moyenne depuis 1990.

¹ Indication : les résultats présentés dans cette note sont établis à partir des données de l'OCDE comportant des prévisions concernant le 2^e trimestre 2010 (Perspectives économiques, juin 2010)

² La compétitivité-prix (respectivement la compétitivité-coût) est définie comme le rapport des prix d'exportation étrangers (resp. des coûts salariaux unitaires) aux prix français (resp. coûts), exprimés dans une monnaie commune.

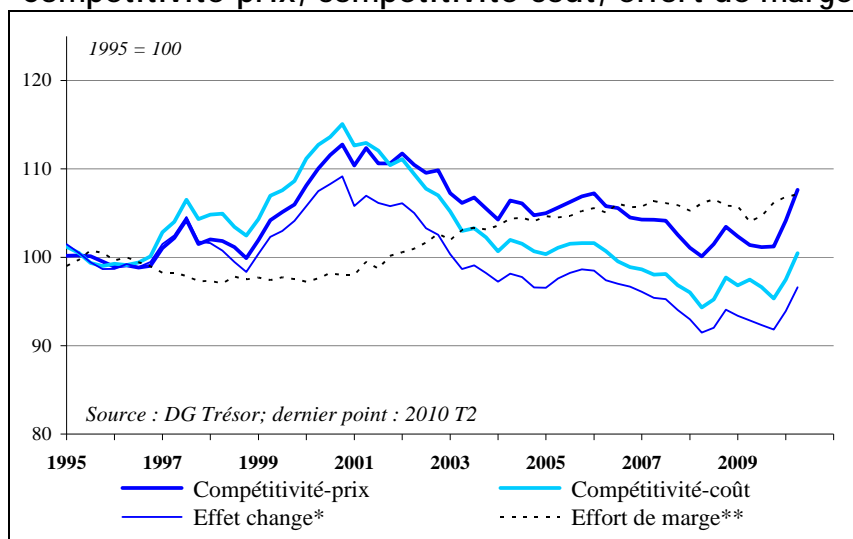
III/ La compétitivité-coût s'est également redressée avec la baisse de l'euro (cf. gr. 2)

A la suite de la détérioration de 2009, la compétitivité-coût par rapport aux pays de l'OCDE augmente de +2,2 % au 1^{er} trimestre 2010 et +3,1% au 2^e, retrouvant son niveau de début 2006, à nouveau grâce aux mouvements des changes.

La compétitivité-coût de la France reste néanmoins à 2,2 % en-dessous de sa moyenne depuis 1980, et à 2,8 % en-dessous de sa moyenne depuis 1990.

C'est grâce à un effort relatif de marge réalisé par nos exportateurs que, sur longue période, la compétitivité-prix ne s'est pas autant dégradée, en France, que la compétitivité-coût (cf. graphique ci-dessous).

Compétitivité-prix, compétitivité-coût, effort de marge



* Effet change = $1 / \text{taux de change effectif nominal}$

** L'effort relatif de marge est le rapport de la compétitivité-prix et de la compétitivité-coût : une hausse correspond à un effort relatif de marge plus important de la part des exportateurs français.

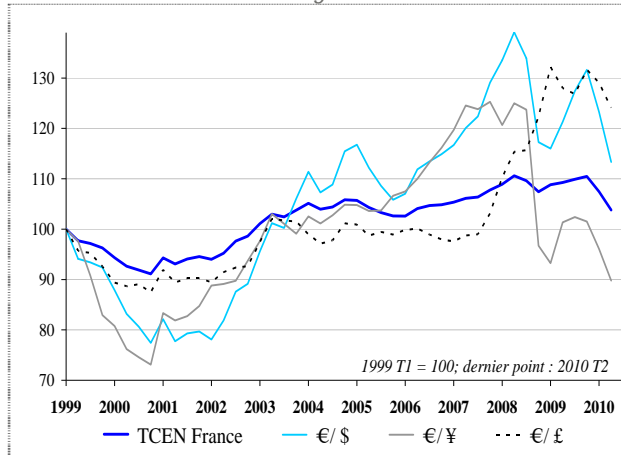
IV/ Du fait de la baisse de l'euro, la compétitivité des principaux partenaires de la zone euro est, elle aussi, mieux orientée au 1^{er} semestre (cf. gr. 3 et 4)

Les autres principales économies de la zone euro enregistrent aussi une amélioration de leur compétitivité, à la suite de la détérioration subie en 2009.

La compétitivité-prix de l'Allemagne se situe au 2^e trimestre 2010 à près de 7 % au-dessus de sa moyenne depuis 1990. L'écart est encore plus marqué pour la compétitivité-coût (+11,6 %). A l'inverse, pour l'Italie comme pour l'Espagne, la compétitivité est inscrite depuis plus de dix ans sur une tendance persistante d'érosion. Elle s'établit donc nettement en-dessous du niveau moyen depuis 1990, aussi bien pour l'Italie à -16,6 % en matière de prix et -11,6 % en matière de coût, que pour l'Espagne à -7,4 % pour les prix et -9,2 % pour les coûts.

France : taux de change et compétitivité

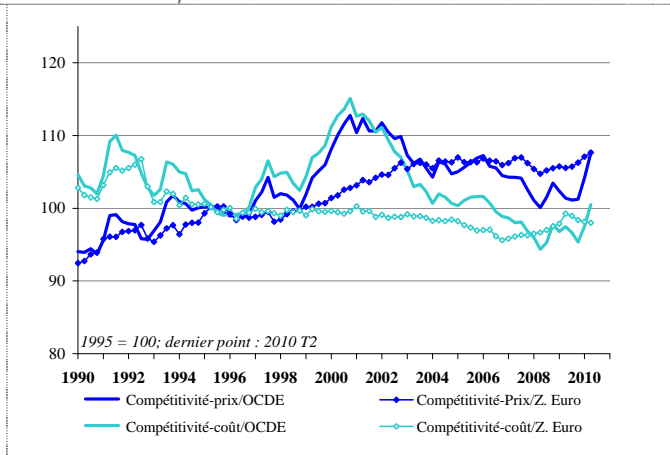
Gr. 1 : Taux de change effectif nominal (TCE) de la France et taux de change bilatéraux de l'euro



Le taux de change effectif de la France est calculé par rapport aux devises de 42 pays
Une hausse correspond à une appréciation du taux de change effectif de la France

Source : données BCE, calculs DG Trésor

Gr. 2 : Compétitivité par rapport aux pays de l'OCDE et aux partenaires de la zone euro

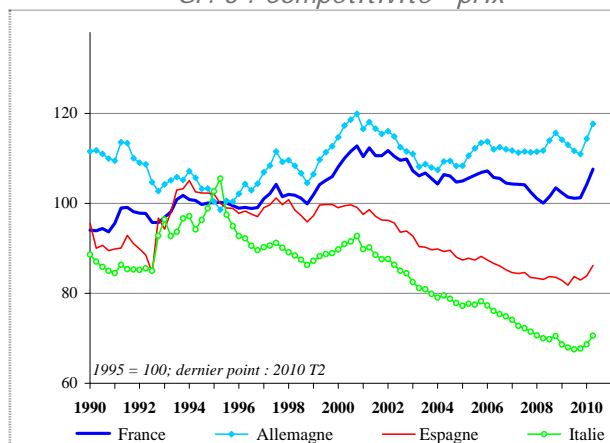


La compétitivité est définie comme le rapport des prix d'exportation (ou des coûts salariaux unitaires) étrangers aux prix (ou coûts) français, exprimés dans une monnaie commune. Une hausse correspond à une amélioration de la compétitivité

Source : données OCDE, calculs DG Trésor

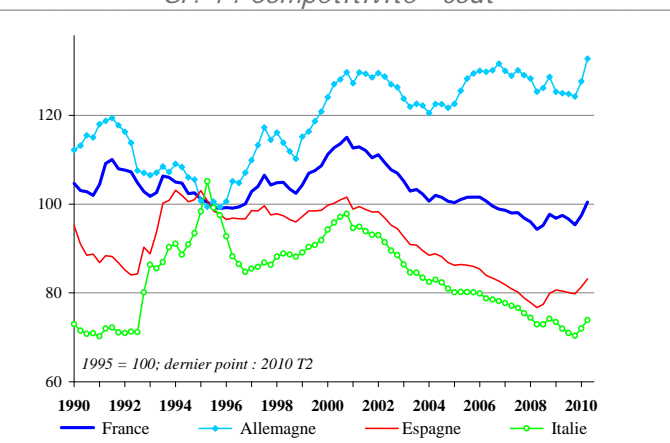
Compétitivité de la France et des principaux partenaires de la Zone euro par rapport aux pays de l'OCDE

Gr. 3 : Compétitivité - prix



Données : Prix à l'exportation des biens et services : OCDE Perspectives Economiques. Calculs DG Trésor

Gr. 4 : Compétitivité - coût



Données : Coûts salariaux unitaires (ensemble de l'économie) : OCDE Perspectives Economiques. Calculs DG Trésor



ÉVOLUTION DES PARTS DE MARCHÉ DANS LE MONDE DE LA FRANCE ET DE SES PARTENAIRES DE L'OCDE DEPUIS 1990

Cinquième exportateur mondial de marchandises et deuxième au niveau européen, la France subit un tassement régulier de sa part de marché en valeur depuis le début des années 1990, comme ses partenaires de l'OCDE, à l'exception de l'Allemagne. Pour les pays développés, cette évolution est principalement due à l'augmentation du poids des économies émergentes dans les échanges de marchandises, la Chine accédant notamment au premier rang. Elle peut aussi refléter, selon les pays, l'évolution de la compétitivité ou la spécialisation géographique plus ou moins dynamique des exportateurs.

La part des échanges mondiaux en valeur détenue par la France tend à se stabiliser depuis 2006 autour de 4 %. En volume, la part de marché par rapport à nos partenaires de l'OCDE se stabilise également en 2009 et début 2010, après l'érosion subie depuis 2002 sous l'effet de la dégradation de la compétitivité-prix.

I/ La part des échanges mondiaux de biens en valeur détenue par la France, qui s'était érodée depuis le début des années 1990, se stabilise aux alentours de 4 % depuis 2006 (cf. gr. 1 et tab. 1 en annexe)

Selon les dernières données disponibles, la part de marché mondial en valeur de la France s'établit au 1^{er} trimestre 2010 à 3,8 %, restant globalement stable par rapport à 2009 (3,9 %).

Sur plus longue période, la part du marché mondial en valeur de la France (définie comme le ratio de ses exportations de marchandises sur le total des exportations mondiales) affiche depuis le début des années 1990 un fléchissement commun à la plupart de ses partenaires de l'OCDE. Sur la base de cet indicateur, la France occupe depuis 2003 le 5^e rang des exportateurs de marchandises. La Chine, entrée à l'OMC en 2002, a accédé en 2009 au 1^{er} rang mondial devant l'Allemagne.

L'érosion tendancielle des positions françaises depuis 1990 n'apparaît pas principalement liée à un problème de compétitivité vis-à-vis des autres pays de l'OCDE. La baisse de notre part de marché en valeur résulte davantage de l'insertion progressive dans le commerce international des pays émergents, qui réalisent une part croissante des échanges mondiaux. De fait, la plupart des pays industrialisés perdent tendanciellement des parts de marché depuis 1990, l'Allemagne faisant exception en maintenant son niveau depuis 2000.

L'interprétation de la part de marché en valeur est toutefois rendue délicate par les effets de valorisation. Les variations de la part de marché mondial en valeur d'un pays reflètent non seulement sa compétitivité intrinsèque et son engagement commercial vers les zones économiquement dynamiques, mais aussi la variation des prix des marchandises échangées. Par exemple, lorsqu'un pays dévalue sa monnaie, sa part de marché en valeur est mécaniquement réduite avant que les effets compétitivité n'influent positivement sur les quantités exportées.

La stabilisation des parts de marché en valeur - comme c'est le cas en France depuis 2006 - peut donc correspondre à un effet-prix. Il convient alors d'examiner aussi l'évolution de la part de marché en volume, qui n'est pas affectée par la variation des prix des biens et services échangés, et qui offre un meilleur diagnostic sur les évolutions des performances des différents pays de l'OCDE et sur la position relative de la France.

II/ La part de marché en volume vis-à-vis de nos partenaires de l'OCDE se stabilise (cf. gr. 2, 3 et tab. 2)

La part de marché relative de la France en volume a subi de sensibles pertes depuis 2002, principalement sous l'effet de la dégradation de la compétitivité-prix avec l'appréciation quasi-continue de l'euro enregistrée depuis 2001. La France a en outre été exposée à la forte concurrence exercée par l'Allemagne, qui a davantage préservé sa compétitivité sur cette période, notamment suite à une modération salariale marquée.

La part de marché française vis-à-vis des pays de l'OCDE, qui s'est établie en 2009 à 6½ % comme en 2008, reste globalement stable en première partie d'année 2010. Les autres principales économies de l'OCDE affichent des évolutions contrastées.

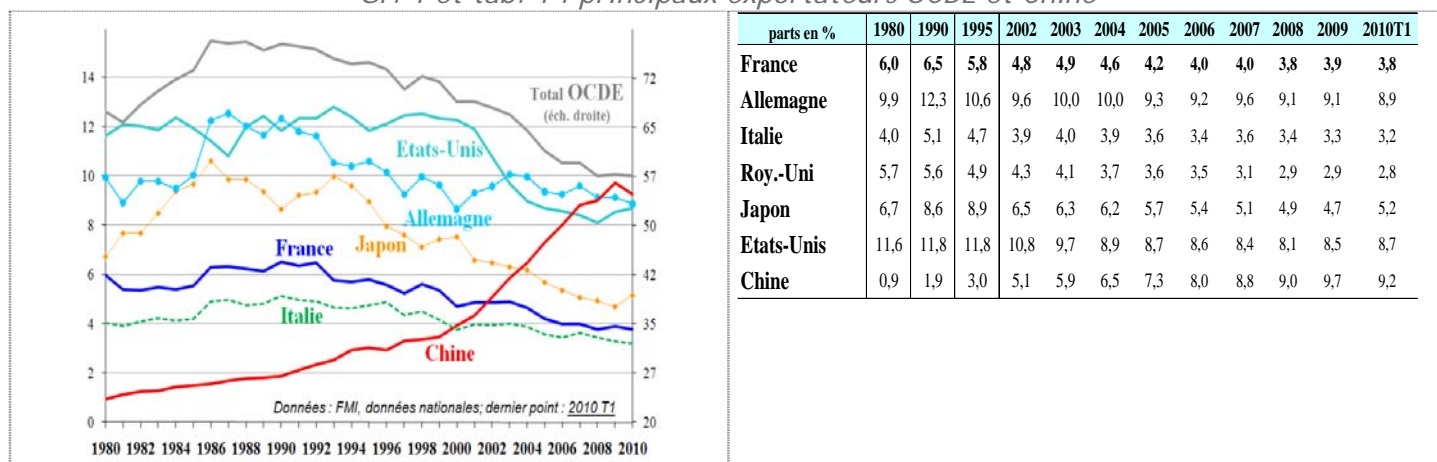
Après une amélioration continue de 1996 à 2007 puis une stabilisation l'année suivante, l'Allemagne voit sa part de marché en volume fléchir en 2009. Elle avait connu une phase de repli marqué entre 1991 et 1995 liée à la réunification et à l'impact de cette dernière sur la compétitivité. L'Italie est affectée depuis 1995 par une tendance au déclin prononcé et quasi continu de sa part de marché en volume. La position de l'Espagne s'est en revanche améliorée au cours des années 1990, conséquence de son intégration au sein de l'Union européenne à partir de 1986, mais a cependant marqué une inflexion en 2003, en lien avec la dégradation de sa compétitivité.

La part de marché en volume du Royaume-Uni, qui présente une tendance baissière quasi-continue sur le long terme, marque une reprise fin 2008-début 2009 avec le redressement de la compétitivité enregistré en 2008 suite au recul de la livre. Celle des Etats-Unis, en repli de 1996 à 2002, est en progression régulière depuis. Enfin, le Japon a connu une nette amélioration de sa part de marché entre 2001 et 2008 grâce à la baisse du yen, mais également aux efforts réalisés en matière de coûts salariaux. Sous l'effet de l'appréciation du yen pendant la crise, la part de marché nipponne a vivement décroché en 2008 mais s'est rétabli fin 2009-début 2010, profitant plus que les autres pays de l'OCDE de la reprise du commerce asiatique.

Parts de marché mondiales en valeur des principaux exportateurs

(exportations de marchandises, en %) :

Gr. 1 et tab. 1 : principaux exportateurs OCDE et Chine

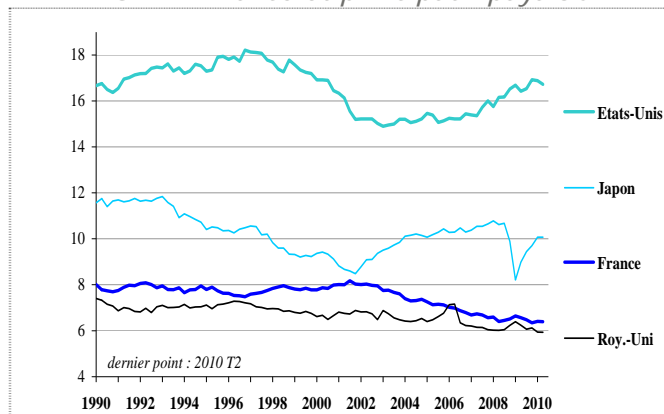


Exportations de marchandises du pays ou groupe de pays concerné rapportées aux exportations mondiales en valeur.
Source : données FMI, douanes nationales ; calculs DG Trésor. OCDE : groupe de 24 partenaires (OCDE hors PECO)

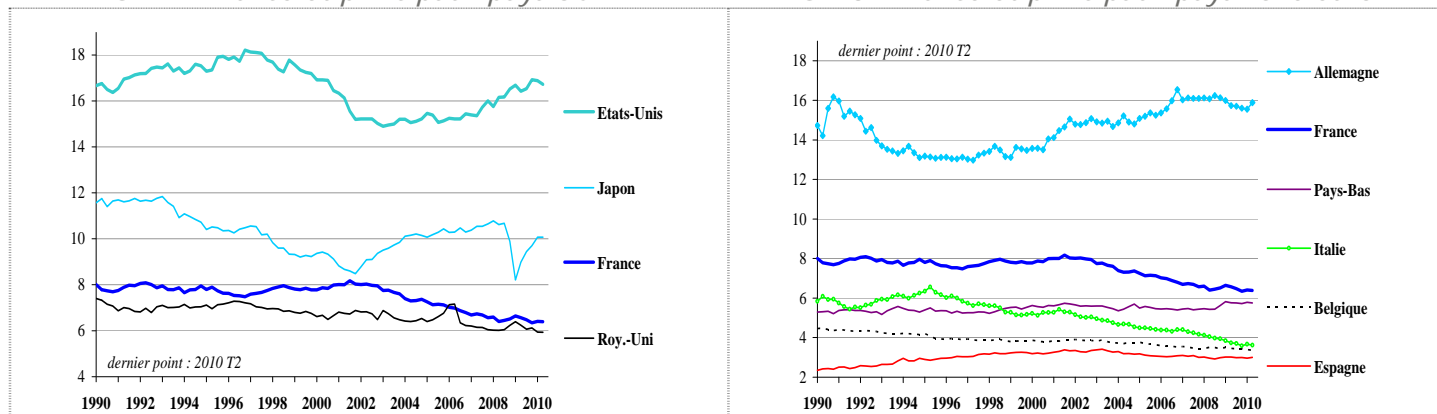
Parts de marché relatives en volume vis-à-vis des partenaires OCDE

(exportations de biens et services, en %) :

Gr. 2 : France et principaux pays OCDE



Gr. 3 : France et principaux pays Zone euro



Exportations de biens et services du pays rapportées à celles d'un groupe de 24 pays de l'OCDE, calculées en volume (en déflatant la valeur des exportations par un indice de prix d'exportation, se rapportant à une année de base)
Source : données OCDE, calculs DG Trésor

Tab. 2 : France et principaux pays l'OCDE

parts en %	1980	1990	1995	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	09T1	09T2	09T3	09T4	10T1	10T2
France	8,5	7,8	7,8	8,0	7,7	7,3	7,2	6,9	6,7	6,5	6,6	6,6	6,5	6,3	6,4	6,4
Allemagne	14,9	15,2	13,1	14,9	14,8	14,9	15,2	15,9	16,1	16,1	16,0	15,7	15,7	15,6	15,6	15,9
Italie	6,3	6,0	6,3	5,1	4,9	4,6	4,5	4,4	4,3	4,0	3,8	3,7	3,7	3,6	3,7	3,6
Roy.-Uni	8,4	7,2	7,1	6,7	6,7	6,4	6,6	6,7	6,1	6,1	6,4	6,2	6,1	6,1	5,9	5,9
Japon	11,0	11,6	10,4	9,1	9,7	10,2	10,2	10,3	10,5	10,5	8,2	9,0	9,4	9,7	10,1	10,1
Etats-Unis	16,0	16,6	17,6	15,2	15,0	15,2	15,3	15,3	15,6	16,2	16,7	16,4	16,5	16,9	16,9	16,7

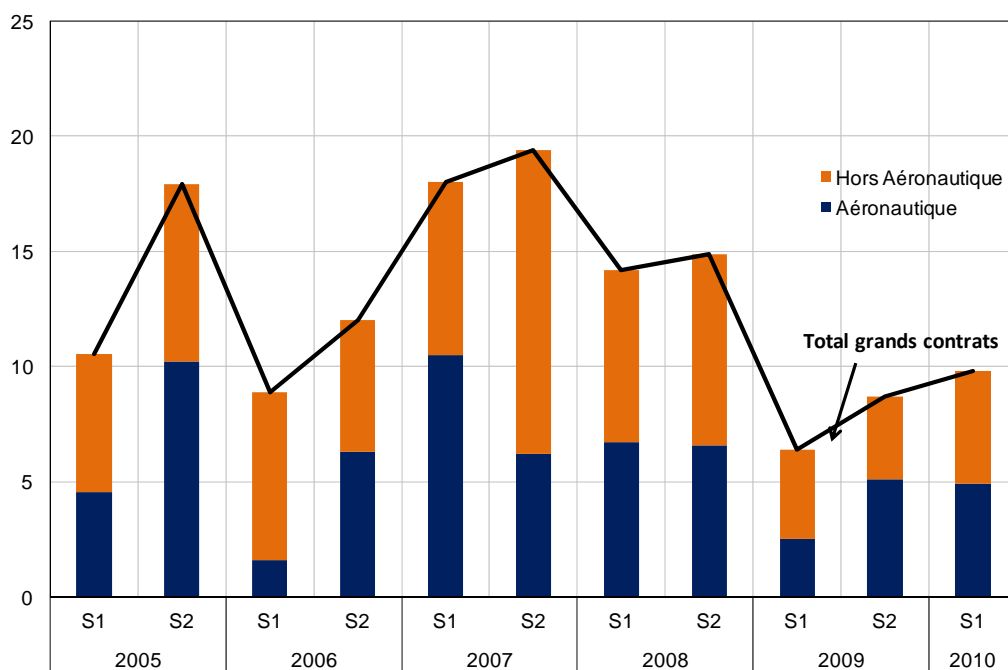


LES GRANDS CONTRATS D'ÉQUIPEMENT CONCLUS DANS LES PAYS ÉMERGENTS AU 1^{ER} SEMESTRE 2010

I/ Les grands contrats d'équipement signés par les entreprises françaises au cours du 1^{er} semestre 2010 dans les pays émergents comportent près de 10 Md€ de part française

Les signatures de grands contrats dans les pays émergents confirment au 1^{er} semestre le rebond amorcé fin 2009. En effet, après un 1^{er} trimestre en demi-teinte avec une part française de 3,3 Md€, le montant des grands contrats signés par les entreprises françaises dans les pays émergents s'élève au 2^e trimestre à 6,5 Md€ (pour la part française), supérieur au niveau du 4^e trimestre 2009 (6,2 Md€).

Figure 1 : Parts françaises des grands contrats signés dans les pays émergents
(En Md€, données semestrielles)



Source : DG Trésor, Services Economiques

Cette croissance s'appuie sur le dynamisme des signatures de grands contrats tant dans l'aéronautique et le spatial (4,9 Md€) que dans les autres secteurs.

La commande d'A380 obtenue auprès d'Emirates permet en effet à Airbus d'enregistrer- pour la part française de ses contrats - sa meilleure performance à destination des pays émergents depuis le déclenchement de la crise.

Hors aéronautique, la part française des grands contrats conclus dans les pays émergents connaît une évolution équivalente : à 4,9 Md€, elle se situe à un niveau plus élevé qu'en 2009 (3,9 Md€), mais encore inférieur à son niveau de 2008 (7,5 Md€).

II/ Les grands contrats ont été majoritairement signés au Proche et Moyen Orient et dans la zone PECO CEI

Au cours du 1^{er} semestre 2010, sur les 10 plus gros contrats signés dans les pays émergents, la moitié relève du secteur *aéronautique et spatial*, principalement pour Airbus au Proche et Moyen-Orient (Emirats Arabes Unis et Turquie), en Amérique Latine (Brésil), en Afrique du Sud ainsi qu'en Asie émergente. On relèvera enfin les contrats remportés pour la vente de satellites en Chine, à Chypre et en Azerbaïdjan.

Hors aéronautique, les plus grands contrats ont été signés en Russie, au Kazakhstan, en Libye et en Iran. Outre plusieurs accords dans le domaine du transport ferroviaire et de l'énergie, on notera que STX (ex-Chantiers de l'Atlantique) a signé la vente d'un paquebot à la société nationale de transport maritime libyenne, représentant environ quatre millions d'heures de travail pour STX France et ses coréalisateurs.

Le 1^{er} semestre est également marqué par d'importants succès français en termes d'investissement direct, sous forme d'acquisitions et de prises de participation (en Russie, en Irak, à Madagascar par exemple) et de contrats significatifs d'investissement et d'exploitation d'installations dans le secteur de l'énergie (en Russie et au Moyen Orient), ces opérations d'investissement n'étant pas prises en compte dans les grands contrats d'équipement recensés ici.

ANNEXE

Tableau 1 : Grands contrats signés par la France dans les pays émergents

	Montants par semestre en Md€										
	2005		2006		2007		2008		2009		2010
	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1
Aéronautique	4,5	10,2	1,6	6,3	10,5	6,2	6,7	6,6	2,5	5,1	4,9
Hors Aéronautique	6,0	7,7	7,3	5,7	7,5	13,2	7,5	8,3	3,9	3,6	4,9
TOTAL	10,5	17,9	8,9	12,0	18,0	19,4	14,2	14,9	6,4	8,7	9,8

Source : DG Trésor, Services Economiques

Tableau 2 : Grands contrats signés par la France dans les différentes zones émergentes

	Montants par semestre en Md€										
	2005		2006		2007		2008		2009		2010
	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1
PECO et CEI	0,7	1,3	1,1	0,6	1,4	1,3	0,3	1,0	0,8	2,4	2,0
Amérique Latine	0,8	1,8	0,3	1,0	1,2	0,8	2,3	1,3	0,7	0,1	1,0
Asie émergente	4,8	8,9	1,4	5,5	4,8	7,5	5,1	1,7	2,4	3	1,5
Proche et Moyen-Orient	1,5	4,4	4,9	3,1	8,3	7,2	2,6	7,9	1,3	1	3,6
Afrique	2,7	1,5	1,2	1,8	2,3	2,6	3,9	3,0	1,2	2,2	1,7
TOTAL	10,5	17,9	8,9	12,0	18,0	19,4	14,2	14,9	6,4	8,7	9,8

Source : DG Trésor, Services Economiques

- Le Proche et Moyen Orient constitue notre première zone cliente au 1^{er} semestre avec plus d'un tiers de l'ensemble des grands contrats signés (3,6 Md€), notamment grâce à un contrat majeur dans l'aéronautique. Le 1^{er} semestre 2010 marque ainsi un important rebond des contrats signés dans cette zone.
- En Europe centrale et orientale et CEI, deuxième zone cliente au 1^{er} semestre avec 2,0 Md€, les parts françaises des contrats signés enregistrent leur plus fort score depuis 2002, notamment grâce aux opérations conclues lors du forum de Saint Petersburg.
- Après un net rebond des contrats signés observé au cours du 1^{er} semestre 2008, les contrats conclus en Afrique (1,7 Md€), se maintiennent à un niveau supérieur au 1^{er} semestre 2009, notamment grâce au contrat pour la livraison d'un paquebot en Libye.
- En Asie émergente les ventes conclues au 1^{er} semestre semblent connaître un repli passager (1,5 Md€), cette région étant la 1^{ère} zone cliente des entreprises française au cours de ces trois dernières années.
- En Amérique latine (1,0 Md€) le montant des contrats signés, quoique faible, est en hausse par rapport à ceux observés en 2009.

L'enquête sur les « Grands Contrats »

L'enquête sur les grands contrats est une enquête statistique originale qui a été mise en place à la Direction des Relations Economiques Extérieures en 1979. Le réseau international du Ministère de l'Economie (les Missions Economiques placées auprès des Ambassades de France à l'étranger) est chargé de collecter à un rythme trimestriel l'information relative aux grands contrats d'équipements civils. Les Missions sont interrogées sur l'ensemble des secteurs d'activité.

Les montants des grands contrats recensés correspondent à la part « française » de ces contrats, c'est-à-dire la part donnant lieu à des exportations à partir de la France. Lorsque cette part est inconnue, le montant global revenant à l'entreprise française est retenu. Une transaction était considérée comme un « grand » contrat à partir du moment où la part française dépassait 3 M€. Ce seuil était resté inchangé depuis 1992. Il a été relevé au troisième trimestre de 2007, pour être porté à 10 M€.

Le périmètre géographique retenu est, depuis 2007, celui des pays émergents, pris au sens large¹. En effet, pour les pays développés, le recensement des grands contrats est devenu de plus en plus difficile au cours des dernières années et ce, pour plusieurs raisons :

1/ dans les pays de grande taille, il était devenu difficile d'être exhaustif, l'information n'étant pas nécessairement publique ou connue des Ambassades et les entreprises étant plus rétives à donner des informations sur les opérations ;

2/ inversement, dans les pays émergents, les Ambassades et les Missions Economiques peuvent jouer un rôle dans la négociation des grands contrats et leur suivi est de bonne qualité ;

3/ d'un point de vue statistique, les pays émergents étaient devenus majoritaires au sein des grands contrats : ils représentaient 50 % des grands contrats sur la période 1990-1999, mais 60 % à partir de 2000.

Pour chaque pays, les informations recensées sont principalement les suivantes : la « part française » du contrat signé, le secteur d'activité et les entreprises impliquées dans les contrats. Pour les commandes d'Airbus, la « part française » correspond à la part produite en France (variable selon les modèles). Seuls les contrats « signés » sont pris en compte : les « mémos », options ou autres «ancements de partenariats » ne constituent pas des grands contrats.

Par rapport à d'autres annonces de grands contrats qui peuvent être diffusées dans la presse, notamment à l'occasion de visites bilatérales officielles, les sources de différence sont multiples :

- les contrats militaires peuvent être inclus dans ces annonces,
- les montants totaux et non les parts françaises des contrats peuvent être retenus,
- des options commerciales ou des montants liés à des négociations exclusives peuvent être intégrés alors qu'ils ne le sont pas dans les grands contrats.

¹ Au total, les pays suivis concernent l'ensemble du monde sauf : en Europe, l'Union européenne à 15 ainsi que la Suisse et Norvège (les Nouveaux Etats Membres de l'Union européenne font donc partie de l'enquête), en Amérique du Nord, les Etats-Unis et le Canada et, en Asie/Océanie, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande



LES ECHANGES DE LA FRANCE AVEC L'UNION EUROPEENNE AU 1^{ER} SEMESTRE 2010¹

Les exportations françaises vers l'Union Européenne (62 % des exportations globales) ont progressé de 2,7 % en valeur au 1^{er} semestre 2010 pour s'établir à 112,6 Md€. Parallèlement, les importations en provenance de l'Union Européenne ont augmenté plus rapidement (+4,8 %) pour atteindre 128,6 Md€. En glissement annuel, les exportations ont progressé de 7,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2009 et les importations de 9,5 %. Le déficit commercial avec les pays de l'Union Européenne s'est creusé de 2,9 Md€ pour atteindre 16,0 Md€ au 1^{er} semestre 2010. Exportations comme importations ont cependant progressé moins vite avec l'Union Européenne que l'ensemble de nos échanges commerciaux (+3,7 % pour les exportations et +6,6 % pour les importations).

En rythme trimestriel, le rebond des échanges avec l'Union Européenne s'est manifesté dès le 3^e trimestre 2009. Il fut particulièrement dynamique jusqu'au 1^{er} trimestre 2010, date à partir de laquelle nos échanges se sont stabilisés.

I/ Les exportations ont progressé vers la majorité des pays de l'UE

Vers la Zone Euro, les exportations (+2,5 %) et les importations (+4,0 %) ont progressé entre le 2nd semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010. Le déficit commercial vis-à-vis de la Zone Euro s'est creusé au 1^{er} semestre 2010, passant de 14,2 Md€ à 16,1 Md€. Dans le détail, la hausse des exportations est marquée vers l'Allemagne (+5,0 %, le pays expliquant à lui seul 46,6 % de la hausse totale des ventes dans l'UE), l'Italie (+4,9 %), la Belgique (+5,0 %), les Pays-Bas (8,8 %) et l'Irlande (+15,0 %). En revanche, les exportations marquent le pas au Royaume-Uni (-0,1 %) et se replient dans plusieurs pays d'Europe du Sud : en Espagne (-1,4 %), au Portugal (-6,9 %, cette dégradation s'expliquant essentiellement par le repli des ventes d'Airbus) et en Grèce (-9,4 %). Les importations ont également progressé mais à un rythme moins élevé en Allemagne (+2,3 %), en Italie (+3,2 %) et aux Pays-Bas (+5,0 %), pays avec lesquels la France a sensiblement réduit son déficit bilatéral.

La hausse des exportations françaises vers les Nouveaux Etats Membres (NEM) a été plus marquée (+6,1 %), le montant des exportations atteignant 9,1 Md€ au 1^{er} semestre 2010. Cette hausse a été entraînée par le fort rebond des ventes en Roumanie (+11,9 %), en Hongrie (+10,6 %) et en Bulgarie (+31,9 %).

¹ Les calculs sont effectués sur la base d'une estimation à partir des données CVS-CJO des cinq premiers mois 2010. Les données définitives pour le premier semestre peuvent donc diverger de celles mentionnées dans la présente fiche. Les comparaisons sectorielles avec le 1^{er} semestre 2009 se font sur les données brutes de janvier à mai 2009 et 2010.

Les importations ont été plus dynamiques, progressant de 10,3 % entre le 2nd semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010. Partant, le déficit commercial s'est creusé avec les NEM de 0,5 Md€, s'établissant à 2,9 Md€ au 1^{er} semestre 2010.

II/ Les ventes des secteurs de l'automobile et de la pharmacie tirent la reprise des échanges avec l'Union Européenne

Les ventes du secteur *automobile* sont celles qui ont le plus progressé entre le 1^{er} semestre 2009, à partir duquel elles ont entamé un important rebond, et le 1^{er} semestre 2010, gagnant 27,8 %². Les ventes de l'industrie automobile vers l'Europe avaient en effet reculé de 30 % entre 2008 et 2009. Cependant, la mise en place, dans plusieurs pays européens de mesures incitatives de type prime à la casse a enrayé la baisse des ventes dès le 2^e trimestre 2009. Dès lors, les exportations ont progressé régulièrement chaque trimestre. Les ventes du secteur automobile au 1^{er} semestre 2010 restent toutefois encore inférieures de 30 % à leur niveau du 1^{er} semestre 2008. Par ailleurs, la sortie progressive des dispositifs de prime à la casse (effective en Allemagne ou en Italie) pourrait entraîner un ralentissement des exportations.

Les ventes de *produits pharmaceutiques* vers l'Union Européenne progressent fortement au 1^{er} semestre 2010 (+16,1 % par rapport au 1^{er} semestre 2009). Dépassant leur niveau du 1^{er} semestre 2008 de plus de 12 %, les exportations de *produits pharmaceutiques* confirment ainsi leur rôle de moteur du commerce extérieur de la France vers l'UE.

Les exportations des *autres produits industriels* vers l'UE sont également très dynamiques au 1^{er} semestre 2010 (+10,3 %) même si leur niveau reste inférieur de 15 % à celui du 1^{er} semestre 2008. Par ailleurs, les exportations des *biens d'équipement* y ont également progressé mais à un rythme moins soutenu (+4,1 %).

Les exportations de *produits agroalimentaires* vers l'Union européenne ont stagné au 1^{er} semestre 2010 (+0,8 %) alors qu'elles ont été globalement dynamiques vers le monde (+4,4 %).

Les ventes de *produits de la construction aéronautique et spatiale* sont les seules à s'être repliées entre le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010 (-5,1 %). Cette dégradation apparente doit être analysée avec prudence, les flux dans ce secteur étant par nature irréguliers et ne se prêtant pas aisément à des analyses sur des périodes courtes. A ce sujet, on notera que les ventes de la *construction aéronautique*, comme celles de la *pharmacie*, ont, au 1^{er} semestre 2010, dépassé de 15,5 % celles du 1^{er} semestre 2008.

² Les calculs sont réalisés à partir de données sur 5 mois

ANNEXE

En Md€, données CVS-CJO		S1 2009	S2 2009	S1 2010*	Poids au S1 2010	Evol. S209 / S110	Evol. S109 / S110
Union Européenne	Export	105,1	109,7	112,6	100,0%	2,7%	7,2%
	Import	117,5	122,8	128,7	100,0%	4,8%	9,5%
	Solde	-12,4	-13,1	-16,0		-2,9	-3,6
Zone Euro	Export	83,4	87,0	89,2	79,2%	2,5%	6,9%
	Import	97,1	101,2	105,3	81,8%	4,0%	8,5%
	Solde	-13,6	-14,2	-16,1		-1,9	-2,4
Nouveaux Etats Membres	Export	8,1	8,6	9,1	8,1%	6,1%	12,3%
	Import	9,8	10,9	12,0	9,3%	10,3%	22,0%
	Solde	-1,7	-2,3	-2,9		-0,6	-1,2

* gel du mois de juin à partir du mois de mai CVS-CJO

Source : Douanes, DG Trésor

Exportations en M€, Données estimées, CVS-CJO	S1 2009	S2 2009	S1 2010*	Poids au S1 2010	Evol. S209 / S110	Evol. S109 / S110	Poids dans la variation (S209 / S110)
Union Européenne	105086	109682	112644	100,0%	2,7%	7,2%	100,0%
Zone Euro	83416	87022	89192	79,2%	2,5%	6,9%	73,3%
Nouveaux Etats Membres	8143	8623	9146	8,1%	6,1%	12,3%	17,7%
Allemagne	28243	27444	28823	25,6%	5,0%	2,1%	46,6%
Italie	13935	14548	15259	13,5%	4,9%	9,5%	24,0%
Belgique	12083	13613	14291	12,7%	5,0%	18,3%	22,9%
Espagne	12755	14378	14174	12,6%	-1,4%	11,1%	-6,9%
Royaume-Uni	11998	12515	12502	11,1%	-0,1%	4,2%	-0,4%
Pays-Bas	6828	7065	7684	6,8%	8,8%	12,5%	20,9%
Pologne	2476	2741	2802	2,5%	2,2%	13,2%	2,1%
Suède	1996	2196	2453	2,2%	11,7%	22,9%	8,7%
Portugal	2153	2235	2082	1,8%	-6,8%	-3,3%	-5,2%
Autriche	1469	1514	1560	1,4%	3,0%	6,2%	1,6%
Grèce	1588	1546	1400	1,2%	-9,4%	-11,8%	-4,9%
République Tchèque	1236	1332	1376	1,2%	3,3%	11,3%	1,5%
Roumanie	1063	1113	1246	1,1%	11,9%	17,2%	4,5%
Hongrie	1191	1120	1239	1,1%	10,6%	4,0%	4,0%
Danemark	1100	1109	1135	1,0%	2,3%	3,2%	0,9%
Irlande	1266	946	1088	1,0%	15,0%	-14,1%	4,8%
Luxembourg	781	815	918	0,8%	12,6%	17,5%	3,5%
Finlande	925	876	893	0,8%	1,9%	-3,5%	0,6%
Slovaquie	844	897	866	0,8%	-3,5%	2,6%	-1,0%
Slovénie	461	501	494	0,4%	-1,4%	7,2%	-0,2%
Bulgarie	250	254	335	0,3%	31,9%	34,0%	2,7%
Malte	155	213	232	0,2%	8,9%	49,7%	0,6%
Chypre	160	135	176	0,2%	30,4%	10,0%	1,4%
Lituanie	139	146	170	0,2%	16,4%	22,3%	0,8%
Lettonie	74	87	105	0,1%	20,7%	41,9%	0,6%
Estonie	89	91	81	0,1%	-11,0%	-9,0%	-0,3%

* gel du mois de juin à partir du mois de mai CVS-CJO

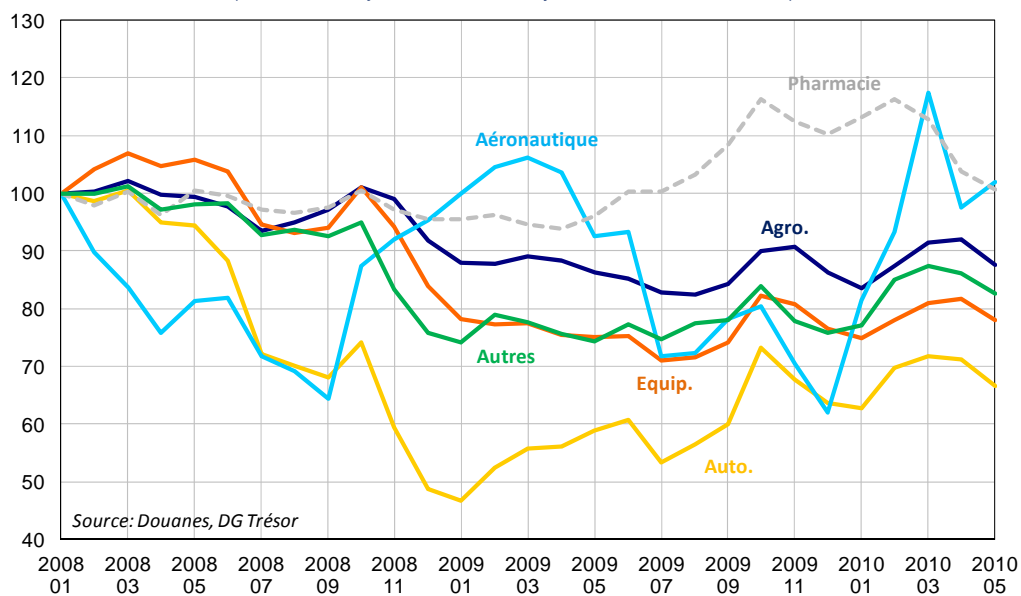
Source : Douanes, DG Trésor

Exportations en Md€, données brutes		S1 2008*	S1 2009*	S1 2010*	Poids au S1 2010	Evol. S109 / S110	Pourcentage par rapport au S1 2008
Total	UE 27	115,3	87,4	94,5	100,0%	8,2%	82,0%
Energie	UE 27	7,6	4,0	5,2	5,5%	28,3%	67,7%
Agroalimentaire	UE 27	15,4	13,3	13,4	14,2%	0,8%	87,0%
Biens d'équipement	UE 27	20,7	15,0	15,6	16,5%	4,1%	75,3%
Automobile	UE 27	18,2	10,0	12,7	13,5%	27,8%	70,2%
Aéronautique	UE 27	6,7	8,2	7,8	8,2%	-5,1%	115,5%
Pharmacie	UE 27	5,4	5,2	6,0	6,4%	16,1%	112,4%
Autres produits industriels	UE 27	47,9	36,9	40,8	43,1%	10,3%	85,1%

* calculs sur 5 mois

Source : Douanes, DG Trésor

Evolution des exportations sectorielles vers l'Union Européenne
(base 100 en janvier 2008 - moyenne mobile sur 3 mois)





LES VENTES D'AIRBUS AU 1^{ER} SEMESTRE 2010

I/ Airbus continue à livrer plus d'avions que Boeing

Au premier semestre 2010, le constructeur européen a maintenu sa position de leader en termes de livraisons. Avec 250 appareils livrés, en ligne par rapport au premier semestre 2009 (254 appareils), Airbus conserve la première place acquise depuis 2003 face à son concurrent américain Boeing, qui a livré 222 appareils durant la même période. Ces livraisons se décomposent en 201 appareils de la famille A320, 42 appareils gros porteurs A330/A340 et 7 A380.

Pour rappel, l'assemblage des avions est réalisé principalement sur les sites de Hambourg et de Toulouse mais Airbus a également ouvert une première chaîne d'assemblage final à Tianjin en Chine, pour des appareils A320 destinés au marché local. Les ailes sont conçues et fabriquées au Royaume-Uni, tandis que l'empennage provient d'Espagne. La part française des appareils Airbus varie entre 32 % et 51 % selon le type d'appareil et la motorisation.

II/ Un début d'année 2010 sous le signe de la reprise en termes de prises de commande

Airbus a enregistré 117 commandes nettes au premier semestre 2010, contre 151 pour son concurrent Boeing. En termes de chiffre d'affaires estimé, Airbus devance Boeing car ces commandes représentent environ 24 milliards de dollars contre 17,9 pour le constructeur américain. Les nouvelles commandes d'Airbus comprennent 35 appareils de la famille A320, 25 appareils de la famille A330/A340, 25 A350 et 32 A380. On notera la commande particulièrement importante de 32 A380 par la compagnie Emirates, annoncée en juin au salon aéronautique de Berlin : il s'agit de la première commande d'appareils A380 depuis de nombreux mois (après 4 nouvelles commandes en 2009 et 8 en 2008), le total du carnet de commandes s'établissant ainsi à 234 appareils A380.

Si ces chiffres traduisent une nette amélioration par rapport au premier semestre 2009 (pendant lequel Airbus avait enregistré 68 commandes nettes et Boeing seulement 4), ils sont inférieurs à ceux du 2nd semestre 2009. Cela ne doit cependant pas présager des résultats de l'année 2010 dans sa globalité, car Airbus bénéficie au 2nd semestre des nombreuses commandes fermes passées au salon aéronautique de Farnborough, qui lui permettent d'enregistrer dès le mois de juillet plus de 260 commandes pour 2010. Les objectifs de nouvelles commandes pour l'année ont ainsi été revus à la hausse par l'avionneur et s'établissent désormais à 400 appareils.



LA FACTURE ENERGETIQUE AU 1^{ER} SEMESTRE 2010

Les produits énergétiques comprennent les hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives (dont le pétrole brut), les produits pétroliers raffinés et coke, l'électricité et le gaz manufacturé, et les déchets.

Au 1^{er} semestre 2010, les importations de produits énergétiques ont augmenté de 20 % en valeur par rapport au 2nd semestre 2009¹ pour s'établir à 33 Md€, soit une augmentation de 5,5 Md€. Parallèlement, nos exportations qui s'élèvent à 9,3 Md€ ont augmenté de 2 Md€ sur la même période, progressant de 27 %. Par conséquent, la facture énergétique s'est alourdie de 2,6 Md€ au 1^{er} semestre 2010 par rapport au semestre précédent, pour s'établir à 23,7 Md€.

La facture énergétique de la France s'est creusée sous l'effet conjugué de la hausse des cours du baril de Brent et de la dépréciation de la monnaie européenne face au dollar. L'augmentation de la facture énergétique au 1^{er} semestre 2010 s'explique en effet en grande partie par la hausse du cours du baril de Brent débutée en 2009 qui a substantiellement augmenté la valeur des importations (+20 % par rapport au 1^{er} semestre 2009). Le prix du baril a augmenté de 8 % en dollar² au 1^{er} semestre 2010 par rapport au semestre précédent, après +38 % au 2nd semestre 2009. En euro, compte-tenu de la dépréciation récente de la monnaie européenne, cette progression est de +19 % par rapport au semestre précédent. En revanche, les prix du gaz naturel se sont stabilisés (-1 % en dollar) après une hausse de 15 % au 2nd semestre 2009. En valeur toutefois, les importations de gaz naturel se sont réduites de 10 % entre le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010.

Sur les cinq premiers mois de l'année, les volumes de pétrole brut importés ont quant à eux reculé de près de 18% par rapport à la même période de l'année 2009, après -9 % au 2nd semestre 2009. On relèvera que le baril a atteint en juin 2010 61,3 €/bl. Alors qu'il avait atteint un point bas à 34 €/bl en février 2009, le niveau actuel est près de 80 % supérieur.

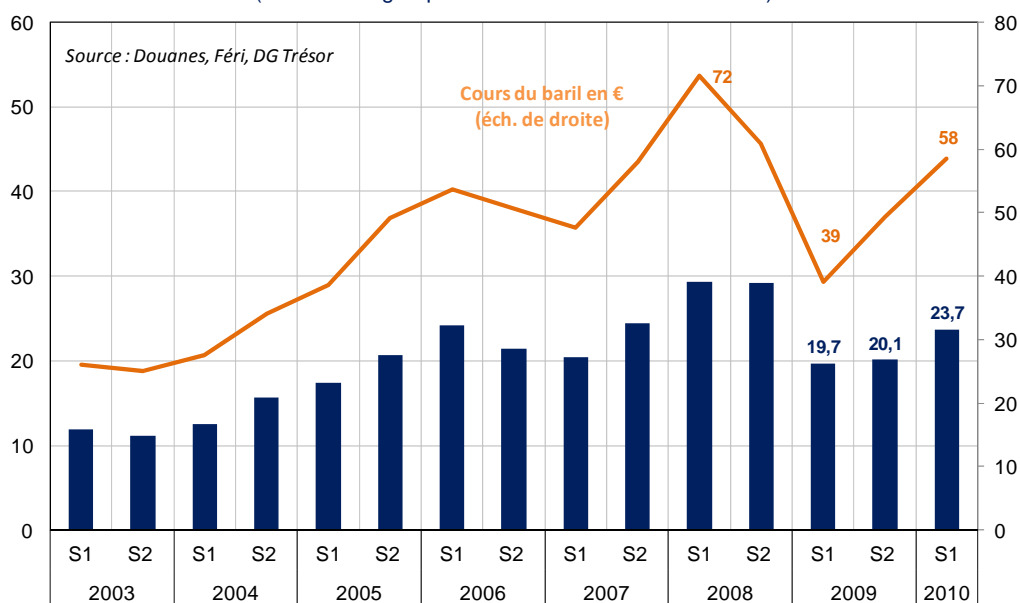
Au cours des derniers mois, la facture énergétique a continué à augmenter, s'alourdissant de 0,6 Md€ entre le T4 2009 et le T1 2010 puis de 1,3 Md€ entre le T1 et le T2 2010 pour atteindre 12,5 Md€, son niveau le plus élevé depuis le déclenchement de la crise.

¹ Extrapolation à partir des chiffres des 5 premiers mois de l'année en cvs cjo (mois de mai reporté en juin).

² Le taux de change moyen €/ \$ a retrouvé au 1^{er} semestre 2010 le niveau du 1^{er} semestre 2009 soit 1,33 après une hausse à 1,45 au 2nd semestre 2009 (variation de -9 % au 1^{er} semestre 2010).

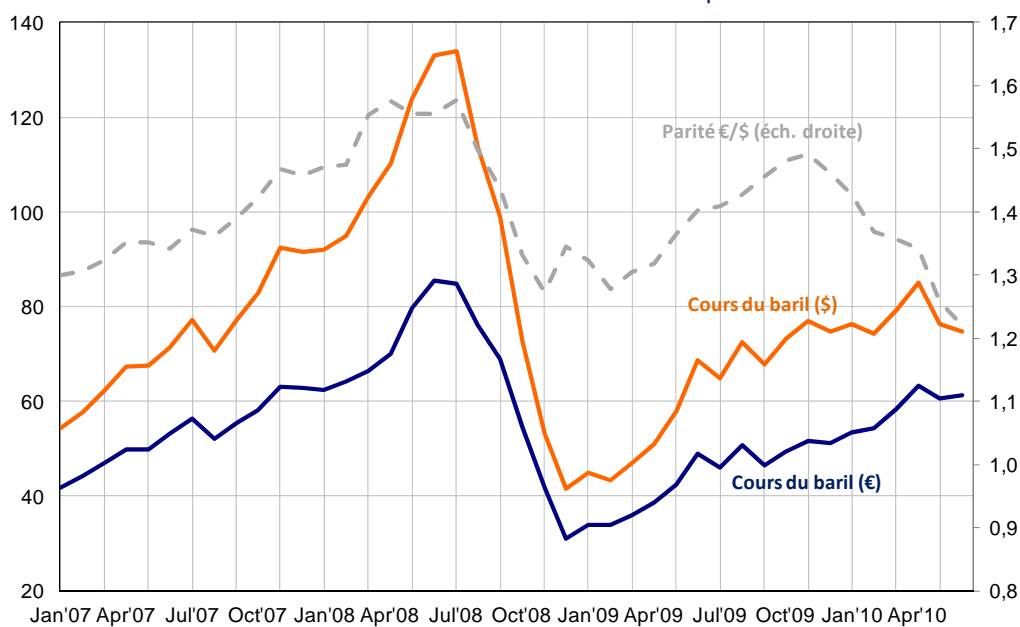
ANNEXE

Evolution de la facture énergétique et du cours du baril de Brent
(facture énergétique en Md€ et cours du Brent en €)



Données semestrielles CVS, CAF-FAB (Extrapolation pour S1 2010 : mai reporté en juin)

Evolution des cours du baril de Brent et variation de parité euro / dollar





LES ECHANGES AUTOMOBILES DE LA FRANCE AU 1^{ER} SEMESTRE 2010¹

Les exportations du secteur automobile sont constituées à 63 % de produits de la construction automobile et à 37 % d'équipements pour automobiles (respectivement 75 % et 25 % pour les importations de ce secteur).

I/ Soutenue par les primes à la casse, la reprise des exportations françaises, amorcée au 2nd semestre 2009, se poursuit au 1^{er} semestre 2010

Dans un contexte de reprise du marché de l'automobile, nos exportations dans le secteur automobile poursuivent au 1^{er} semestre 2010 le rebond amorcé au 2^e semestre 2009, en lien avec les mesures de soutien mises en place en Europe (primes à la casse). Elles se sont élevées à 19 Md€, soit une hausse de 4,6 % par rapport au semestre précédent. Les importations ont suivi une évolution similaire (21 Md€, soit + 4,2 % par rapport au 2nd semestre 2009). En conséquence le solde commercial est resté stable, à -2,3 Md€.

II/ Les soldes commerciaux dans l'automobile se stabilisent

Le secteur automobile, qui a longtemps été un poste excédentaire du commerce extérieur français, enregistre des déficits commerciaux depuis le 1^{er} semestre 2008. Cependant, la détérioration de nos échanges dans le secteur est antérieure, remontant à 2005, en lien avec la stratégie d'internationalisation des constructeurs français. En effet, ces derniers ont implanté une part importante de leurs nouvelles unités de production à l'étranger, notamment en Europe Centrale et Orientale. Au premier semestre 2010, le solde commercial du secteur interrompt sa dégradation, avec des évolutions comparables dans les deux sous-secteurs de l'industrie automobile :

- Les exportations et les importations de la *construction automobile* (2/3 du secteur) ont connu une augmentation du même ordre entre le 2nd semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010 (+4 %). Ainsi, notre solde commercial est resté relativement stable sur le 1^{er} semestre 2010, passant de 3,8 Md€ à 3,9 Md€.
- Les exportations d'*équipements automobiles* (1/3 du secteur) sont également en hausse au 1^{er} semestre 2010, tout comme les importations (+6 % par rapport au semestre précédent). Le solde commercial s'est légèrement amélioré : l'excédent sur 6 mois passe ainsi de 1,5 Md€ à 1,6 Md€.

¹ Les calculs sont effectués sur la base d'une estimation à partir des données CVS-CJO des cinq premiers mois 2010. Les comparaisons géographiques avec le 1^{er} semestre 2009 se font sur les données brutes de janvier à mai 2009 et 2010

III/ Nos ventes automobiles progressent vers toutes les grandes zones clientes

► Les cinq premiers marchés de la France pour les exportations du secteur automobile : Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni et Belgique

Au 1^{er} semestre 2010, les exportations vers nos cinq principaux clients, qui absorbent 61 % de nos ventes à l'étranger, ont augmenté de 18 % par rapport au 1^{er} semestre 2009. Cette forte hausse reflète l'impact des mesures de prime à la casse chez nos voisins européens.

Seules les exportations à destination de l'Allemagne se sont détériorées (-4 % par rapport au 1^{er} semestre 2009), du fait notamment de l'arrêt de la prime à la casse dès le 2nd semestre 2009. Le poids de l'Allemagne dans nos exportations diminue ainsi au cours des cinq premiers mois 2010 (16 % contre 19 % début 2009). En revanche, le marché britannique est porteur pour nos entreprises (+ 63 % par rapport au 1^{er} semestre 2009, la prime à la casse ayant cessé en avril). Nos exportations à destination de l'Espagne et de l'Italie, très touchées par la crise, ont augmenté respectivement de 39 % et 43 % entre le 1^{er} semestre 2009 et le 1^{er} semestre 2010.

► Les Nouveaux Etats Membre (NEM) de l'Union Européenne

Nos ventes vers les NEM (8 % de nos exportations) ont augmenté de 20,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2009, avec des hausses variant entre 22 % (République Tchèque) et 47 % (Roumanie). Seules nos ventes à destination de la Slovaquie se sont légèrement détériorées.

► Les autres marchés

Nos exportations vers les **pays émergents** (+17 % par rapport au 1^{er} semestre 2009) sont également en hausse, notamment vers **l'Asie émergente** (+ 135 %), la **Russie** (+59 %), le **Brésil** (+ 116 %) et la **Turquie** (+40 %). Elles ont, en revanche, baissé vers le **Proche et Moyen Orient** de 26 %, du fait de la détérioration de nos ventes à destination de l'Iran. Nos exportations vers le **Maghreb** ont légèrement augmenté (+ 3,2 %). Vers les pays développés, nos ventes s'améliorent, notamment vers les Etats-Unis (+27 %).

ANNEXE

Données CVS-CJO, en Md€		S1 2009	S2 2009	S1 2010*	Evol. S2 09 / S1 10	Evol. S1 09 / S1 10
Automobile	Export	15,2	18,1	19,0	4,6%	25,0%
	Import	18,0	20,5	21,3	4,2%	18,7%
	Solde	-2,8	-2,3	-2,3	0,0	0,4
Produits de la construction automobile	Export	9,6	11,6	12,0	3,8%	25,0%
	Import	13,5	15,4	16,0	3,6%	18,5%
	Solde	-3,8	-3,8	-3,9	-0,1	-0,1
Équipements pour automobiles	Export	5,6	6,5	6,9	6,2%	24,9%
	Import	4,5	5,1	5,4	6,0%	19,2%
	Solde	1,1	1,5	1,6	0,1	0,5

* gel du mois de juin à partir du chiffre de mai CVS-CJO

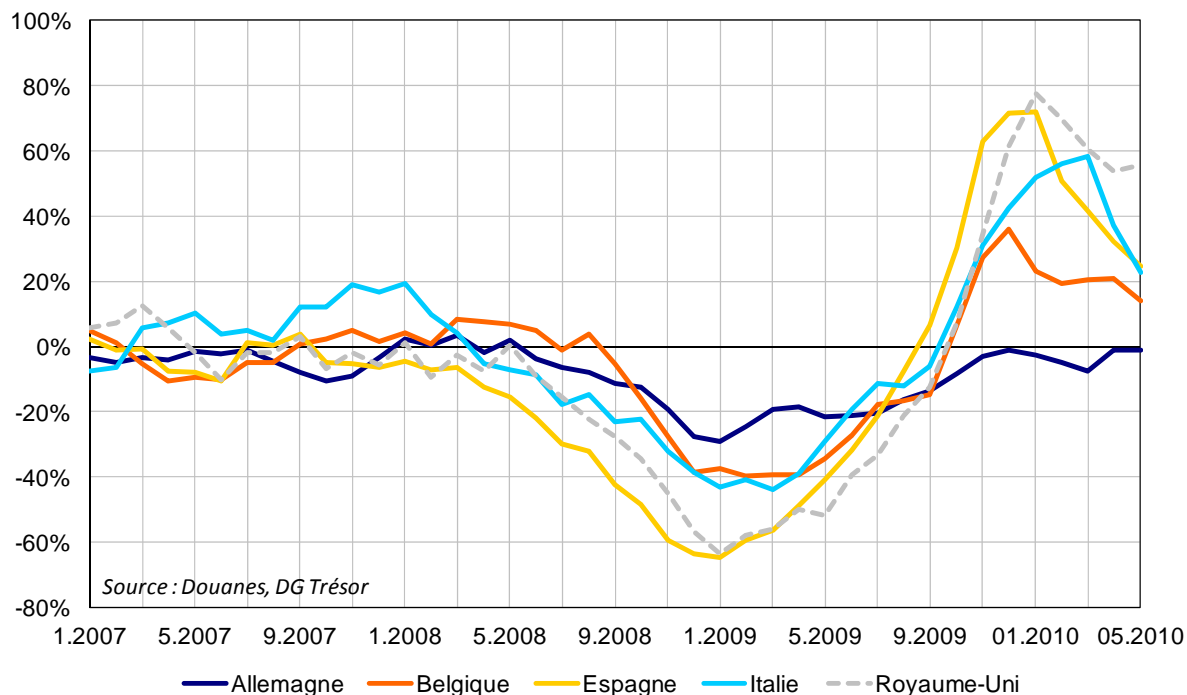
Source : Douanes, DG Trésor

Données brutes Exportations en Md€	Poids au S1 2010	S1 2009*	S1 2010*	Evol. S1 09 / S1 10
Total	100,0%	12,6	16,3	29,0%
Union Européenne	78,3%	10,0	12,7	27,8%
Nouveaux Etats Membres	8,1%	1,1	1,3	20,3%
Proche et Moyen Orient	1,8%	0,4	0,3	-26,0%
Asie	3,6%	0,2	0,6	156,1%
Afrique du Nord	3,7%	0,6	0,6	3,2%
ALLEMAGNE	16,1%	2,7	2,6	-4,0%
ESPAGNE	15,0%	1,8	2,4	38,8%
ITALIE	10,9%	1,2	1,8	42,8%
ROYAUME-UNI	9,7%	1,0	1,6	62,7%
BELGIQUE	9,0%	1,2	1,5	17,6%
TURQUIE	3,6%	0,4	0,6	39,9%
PAYS-BAS	2,2%	0,2	0,4	61,5%
POLOGNE	2,0%	0,3	0,3	22,9%
ALGERIE	1,9%	0,4	0,3	-12,2%
SLOVAQUIE	1,8%	0,3	0,3	-0,8%
PORTUGAL	1,8%	0,2	0,3	48,5%
SUEDE	1,8%	0,1	0,3	98,3%
AUTRICHE	1,7%	0,2	0,3	47,3%
SUISSE	1,6%	0,2	0,3	31,3%
ETATS-UNIS	1,5%	0,2	0,2	27,0%
CHINE	1,4%	0,1	0,2	147,3%
SLOVENIE	1,4%	0,2	0,2	25,2%
BRESIL	1,3%	0,1	0,2	115,9%
REPUBLIQUE TCHEQUE	1,2%	0,2	0,2	22,3%
ROUMANIE	1,0%	0,1	0,2	46,9%
IRAN	1,0%	0,3	0,2	-40,8%
JAPON	1,0%	0,0	0,2	229,2%
RUSSIE	0,7%	0,1	0,1	58,6%

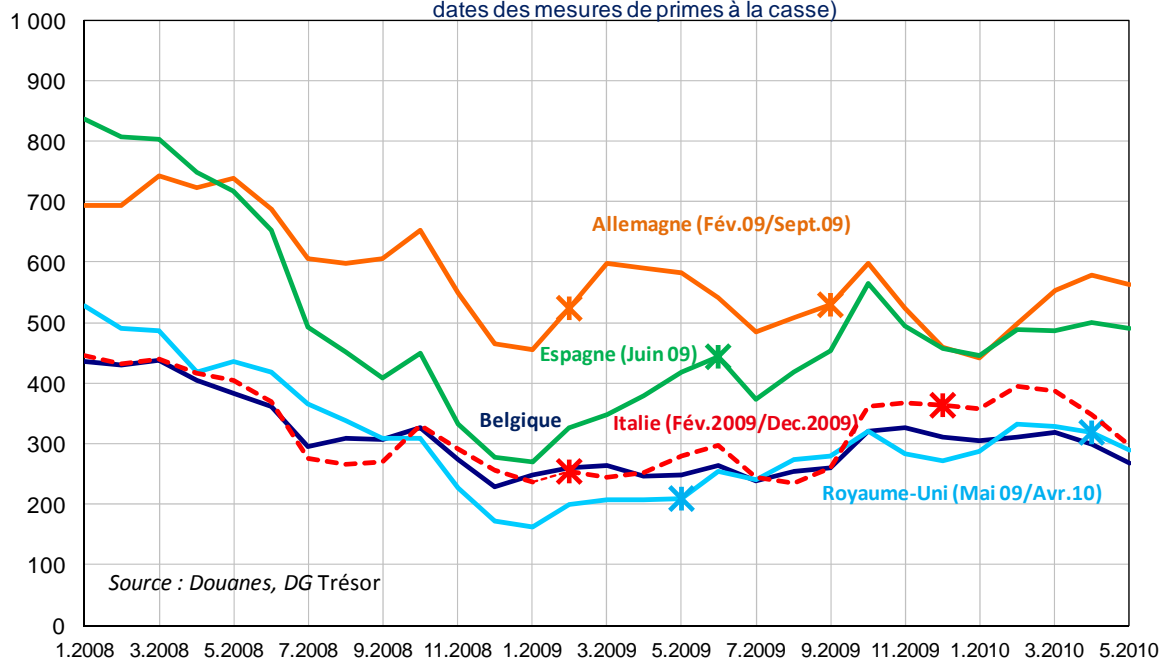
* calculs sur 5 mois

Source : Douanes, DG Trésor

Evolution des ventes d'automobiles vers nos cinq principaux clients
(en glissement annuel, moyenne mobile sur 3 mois)



Evolution mensuelle des exportations d'automobiles vers nos 5 premiers clients
(données brutes en M€- niveaux en moyenne mobile sur trois mois -
dates des mesures de primes à la casse)





LES ECHANGES DE PRODUITS AGROALIMENTAIRES AU 1^{ER} SEMESTRE 2010¹

La France, qui a conservé son rang pendant la crise, est le 4^e exportateur mondial de *produits agroalimentaires* (le 3^e en Europe²) et le 1^{er} exportateur mondial de *boissons*. Après un recul historique de 3,5 Md€ en 2009 au plus fort de la crise, l'excédent commercial français en produits agroalimentaires augmente de 0,5 Md€ au 1^{er} semestre 2010 pour s'établir à 3,4 Md€. Bien qu'encore inférieurs de 10 % aux niveaux records du 1^{er} semestre 2008, les échanges agroalimentaires (exportations comme importations) confirment leur rôle moteur dans le commerce extérieur français.

I/ Les ventes de produits agroalimentaires français connaissent une bonne performance au 1^{er} semestre 2010

Les exportations françaises de *produits agroalimentaires* se sont élevées à 23,1 Md€ au 1^{er} semestre 2010, soit une augmentation de 4,4 % par rapport au 2nd semestre 2009. Cette hausse des ventes est supérieure à la croissance de l'ensemble des exportations françaises (+3,7 %). Parallèlement, les importations ont augmenté, mais à un rythme moins soutenu (+2,5 %), pour atteindre 19,7 Md€. En conséquence, l'excédent commercial augmente de plus de 0,5 Md€ pour atteindre 3,4 Md€ au 1^{er} semestre 2010.

Dans le détail par sous-secteur³, les exportations de *produits agricoles* sont celles qui ont le plus progressé au 1^{er} semestre 2010, affichant une hausse de 4,9 %, même si l'on se situe toujours à des niveaux inférieurs de 15 % environ à ceux du 1^{er} semestre 2008. Les importations ont repris plus rapidement, progressant de 6,4 %. L'excédent commercial se stabilise ainsi à 0,8 Md€ au 1^{er} semestre 2010.

Les ventes de *boissons*⁴ (+4,6 % par rapport au 2nd semestre 2009 et +10,1 % par rapport au 1^{er} semestre 2009) ont également fortement progressé. Parallèlement, les importations augmentent très modérément (+1,3 %) ; partant, l'excédent se consolide à 3,9 Md€. Il reste toutefois encore inférieur de 16 % au niveau record du 1^{er} semestre 2008. En ce qui concerne le *vin*, la reprise est encore plus forte avec

¹ Les calculs sont effectués sur la base d'une estimation à partir des données CVS-CJO des cinq premiers mois 2010. Les comparaisons géographiques avec le 1^{er} semestre 2009 se font sur les données brutes de janvier à mai 2009 et 2010.

² La France se place en effet derrière l'Allemagne et les Pays-Bas dont le rôle de plateforme de réexportation a une incidence sur les statistiques d'importations des pays partenaires.

³ Le secteur agroalimentaire est composé des produits de l'agriculture (25,4 % des exportations totales), des boissons (22,3 %) et des produits des industries agroalimentaires IAA (52,3 %) qui comprennent entre autres les produits laitiers, les viandes, les produits de boulangerie-pâtisserie, les aliments pour animaux, etc.

⁴ Les ventes de boissons représentent 30 % des ventes totales des produits des IAA.

des exportations en hausse de 10,7 % au 1^{er} semestre 2010 par rapport au 1^{er} semestre 2009 (données sur 5 mois). Les importations étant en baisse (-13,4 %), l'excédent de la France dans les *vins* augmente fortement, passant de 1,7 Md€ au 1^{er} semestre 2009 à 2,0 Md€ au 1^{er} semestre 2010.

Enfin, grâce à des exportations (+4,1 %) progressant plus vite que les importations (+1,3 %), le déficit commercial des *produits des IAA hors boissons* se réduit au 1^{er} semestre 2010, perdant 0,3 Md€ pour s'établir à 1,3 Md€.

II/ Les exportations de produits agroalimentaires sont tirées par les ventes à destination des marchés émergents

Les exportations de *produits agroalimentaires* vers l'Union Européenne ont connu une progression modeste au 1^{er} semestre 2010 (+0,8 % par rapport au 1^{er} semestre 2009)⁵. Leur recul vers l'Allemagne, le principal pays partenaire de la France, (-3,3 %) et vers la Belgique (-0,1 %) est toutefois compensé par leur croissance vers le Royaume-Uni (+1,2 %), l'Espagne (+1,8 %), l'Italie (+2,0 %) et surtout les Pays-Bas (+4,6 %), ces six pays représentant presque 60 % des ventes totales dans le secteur agroalimentaire.

En revanche, les exportations ont été particulièrement dynamiques vers les grands marchés émergents au 1^{er} semestre 2010, en particulier vers la Chine (+35,9 % par rapport au 1^{er} semestre 2009), la Russie (+25,5 %), Singapour (+41,6 %) et le Brésil (+103,2 %, les ventes passant de 30 M€ au 1^{er} semestre 2009 à plus de 60 M€ au 1^{er} semestre 2010).

Enfin, l'Amérique du Nord a également tiré les exportations françaises au 1^{er} semestre 2010, les ventes ayant bondi de 17,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2009 vers le Canada et surtout de 28,4 % vers les Etats-Unis.

⁵ Calculs sur 5 mois

ANNEXE

Données CVS-CJO, en Md€		Poids S1 2010	S1 2010*	Evol. S209 / S110	Evol. S109 / S110
Agroalimentaire	Export	100,0%	23,1	4,4%	4,1%
	Import	100,0%	19,7	2,5%	-0,3%
	Solde		3,4	0,5	1,0
Produits agricoles	Export	25,4%	5,9	4,9%	-0,1%
	Import	25,8%	5,1	6,4%	1,8%
	Solde		0,8	0,0	-0,1
Boissons	Export	22,3%	5,2	4,6%	10,1%
	Import	6,3%	1,2	1,3%	0,6%
	Solde		3,9	0,2	0,5
Produits des IAA hors boissons	Export	52,3%	12,1	4,1%	3,9%
	Import	67,9%	13,4	1,3%	-1,2%
	Solde		-1,3	0,3	0,6

* gel du mois de juin à partir du mois de mai CVS-CJO

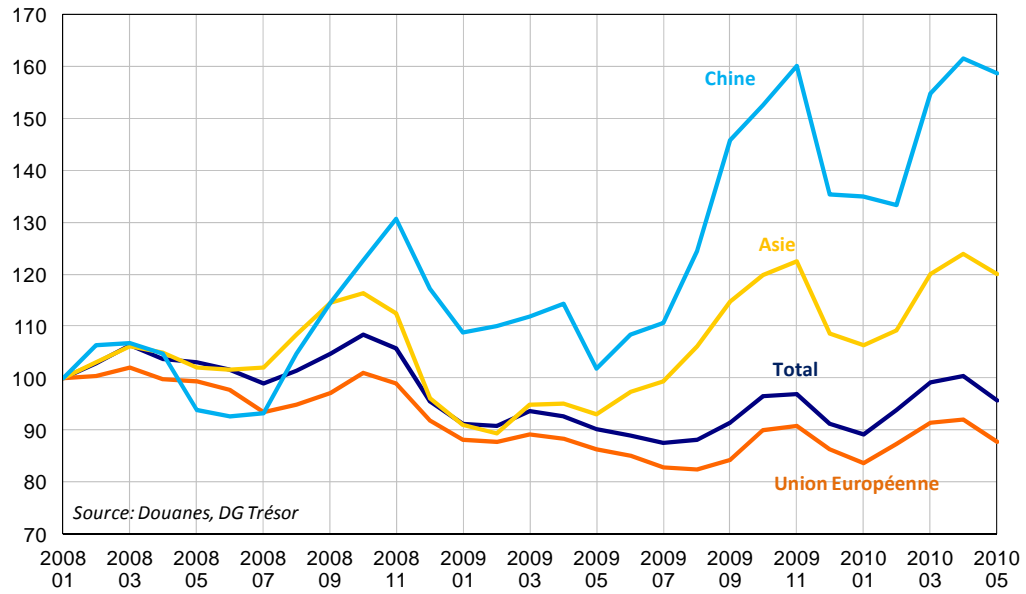
Source : Douanes, DG Trésor

Exportations en Md€	Poids S1 2010	S1 2009*	S1 2010*	Evol. S109 / S110
Total	100,0%	18,5	19,3	4,2%
Union Européenne	69,5%	13,3	13,4	0,8%
ALLEMAGNE	12,3%	2,4	2,4	-3,3%
BELGIQUE	11,2%	2,2	2,2	-0,1%
ITALIE	11,2%	2,1	2,2	2,0%
ROYAUME-UNI	9,3%	1,8	1,8	1,2%
ESPAGNE	8,9%	1,7	1,7	1,8%
PAYS-BAS	6,3%	1,2	1,2	4,6%
ETATS-UNIS	4,3%	0,6	0,8	28,4%
SUISSE	2,7%	0,5	0,5	2,1%
JAPON	1,9%	0,4	0,4	-0,6%
CHINE	1,6%	0,2	0,3	35,9%
GRECE	1,4%	0,3	0,3	-8,7%
RUSSIE	1,3%	0,2	0,2	25,5%
MAROC	1,1%	0,2	0,2	0,8%
SINGAPOUR	1,1%	0,1	0,2	41,6%
DANEMARK	0,9%	0,2	0,2	-5,7%
CANADA	0,9%	0,1	0,2	17,7%
LUXEMBOURG	0,8%	0,1	0,2	9,9%
POLOGNE	0,8%	0,2	0,2	0,7%
SUEDE	0,8%	0,1	0,1	-0,5%
REPUBLIQUE TCHEQUE	0,5%	0,1	0,1	2,6%
COREE DU SUD	0,4%	0,1	0,1	10,6%
NORVEGE	0,3%	0,1	0,1	24,1%
BRESIL	0,3%	0,0	0,1	103,2%
AUSTRALIE	0,3%	0,0	0,1	26,9%
ROUMANIE	0,3%	0,0	0,0	0,5%
TURQUIE	0,3%	0,0	0,0	3,5%
INDONESIE	0,2%	0,0	0,0	82,0%
MEXIQUE	0,2%	0,0	0,0	35,2%

* calculs sur 5 mois

Source : Douanes, DG Trésor

Evolution des exportations de produits agroalimentaires
(base 100 en janvier 2008 - moyenne mobile sur 3 mois)





LES ECHANGES DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES AU 1^{ER} SEMESTRE 2010¹

Avec un poids de 7,6 % dans les exportations françaises totales, la *pharmacie*² constitue un secteur de première importance. Il joue désormais un rôle moteur dans la dynamique des exportations, confirmé au 1^{er} semestre 2010 avec une progression de 5 % par rapport au semestre précédent et un excédent de 2,2 Md€³. La *pharmacie* est le seul grand secteur dont les exportations ont progressé en 2009. En effet, nos exportations de produits pharmaceutiques ont particulièrement bien résisté à la crise, affichant la meilleure progression parmi les secteurs de spécialisation industrielle. En hausse soutenue depuis 2000 (+8 % par an en moyenne entre 2000 et 2008, contre +3 % pour l'ensemble des secteurs), elles atteignent 25,7 Md€ en 2009 et 13,8 Md€ au 1^{er} semestre 2010.

I/ Les exportations de produits pharmaceutiques sont restées dynamiques en dépit de la crise

Nos ventes de produits pharmaceutiques ont été dynamiques en 2009 (+8 % après +8,5 % en 2008) malgré la crise économique. Peu sensibles à la conjoncture, elles ont ainsi beaucoup mieux résisté que le reste des exportations de marchandises (qui ont reculé de 18,5 % hors *produits pharmaceutiques*). Au 1^{er} semestre 2010, elles ont poursuivi leur progression avec une hausse de 5 % par rapport au semestre précédent pour s'établir à 13,8 Md€, confirmant leur rôle moteur au sein des exportations françaises.

Parallèlement, les importations ont aussi progressé, mais à un rythme moins soutenu (+4,4 %). Ainsi, l'excédent commercial du secteur augmente, passant de 2,0 Md€ au 2nd semestre 2009 à 2,2 Md€ au 1^{er} semestre 2010.

Si on élargit l'analyse à l'ensemble des biens liés au secteur de la santé ; les conclusions précédentes sont confirmées : par exemple, les *équipements et instruments médicaux* voient également leurs exportations augmenter (+5 % au 1^{er} semestre 2010). Quant aux importations *d'équipements et d'instruments médicaux*, elles ont augmenté de 3,8 %. Le déficit commercial a ainsi diminué, passant de 542 M€ au 2nd semestre 2009 à 512 M€ au 1^{er} semestre 2010.

¹ Les calculs sont effectués sur la base d'une estimation à partir des données CVS-CJO des cinq premiers mois 2010. Les comparaisons géographiques avec le 1^{er} semestre 2009 se font sur les données brutes de janvier à mai 2009 et 2010.

² Les exportations du secteur pharmaceutique sont essentiellement constituées (à 82 %) de médicaments et antibiotiques, le reste (18 %) est constitué des vaccins, sérums, pansements, hormones, etc.

³ Estimation à partir des données sur 5 mois

II/ Au 1^{er} semestre 2010, les exportations ont été dynamiques tant vers l'Union Européenne que vers les pays extra-européens

En termes d'orientation géographique, les exportations françaises de *produits pharmaceutiques* présentent à l'instar du reste des exportations un « biais européen », légèrement moins marqué que pour les autres secteurs en moyenne. Ainsi, au 1^{er} semestre 2010, le poids de l'Union Européenne dans nos exportations de produits pharmaceutiques s'est établi à 53 % contre 62 % pour les ventes prises dans leur ensemble, principalement en direction de la Belgique (plate-forme de réexportation), l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

► Au 1^{er} semestre 2010, les ventes en direction de l'UE restent très soutenues (+16 % par rapport au 1^{er} semestre 2009)

Cette évolution globale masque toutefois des évolutions assez contrastées des exportations vers nos principaux partenaires de l'Union Européenne : ainsi, les ventes ont été très soutenues vers la Belgique (+129,6 %), qui sert de plateforme de distribution pour différents vaccins, et vers l'Espagne (+8,8 %). En revanche, les ventes ont été décevantes vers l'Allemagne (-5,0 %), l'Italie (-5,7 %), et le Royaume-Uni (-27,6 %). En outre, les ventes ont augmenté de 10 % vers les NEM, particulièrement vers la Pologne (+18,3 %). Enfin, elles ont baissé les Pays-Bas (-7,0 %), la Grèce (-21,4 %) et le Danemark (-27,3 %).

► Les exportations ont été de nouveau particulièrement soutenues vers les pays extra-UE au 1^{er} semestre 2010

Qu'ils soient développés ou émergents, la plupart des pays extra-UE ont nettement stimulé les exportations françaises dans le secteur *pharmaceutique*. Parmi les pays développés, c'est le cas du Japon (+38,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2009), du Canada (+18,4 %) et de l'Australie (+47,6 %). De même, vers l'Arabie Saoudite, les exportations ont augmenté de 35,4 %. Parmi les pays émergents, c'est également le cas de la Russie (+14,3 %), de la Chine (+15,3 %) et de Singapour (+33,3 %).

En revanche, vers les Etats-Unis, le premier client mondial de la France hors Belgique⁴, qui a absorbé au 1^{er} semestre 2010 près de 9 % de nos ventes de *produits pharmaceutiques*, le recul a été de 9,9 %.

Selon la base GTA, la France est le 5^e exportateur mondial de produits pharmaceutiques derrière l'Allemagne, la Belgique, la Suisse et les Etats-Unis. Comme celle de ses concurrents européens, la part de marché de la France s'effrite depuis 2004 pour atteindre 8,1% en 2009, les premiers chiffres de 2010 étant plutôt encourageants.

⁴ La Belgique n'occupe le premier rang que grâce à son statut de plateforme de réexportation (dans les vaccins notamment).

ANNEXE

En Md€, Données estimées, CVS-CJO		S1 2009	S2 2009	S1 2010*	Poids au S1 2010	Evol. S209 / S110	Evol. S109 / S110
Produits pharmaceutiques	Export	12,6	13,1	13,8	7,6%	5,1%	9,3%
	Import	10,6	11,1	11,5	5,4%	4,3%	9,1%
	Solde	2,0	2,0	2,2		0,2	0,2

* gel du mois de juin à partir du mois de mai CVS-CJO

Source : Douanes, DG Trésor

Données brutes et collectées	Année 2009		Evol. S109 / S110*
	Poids	Valeur	
Médicaments et antibiotiques	82%	20,6	3,7%
Autres (dont sérums, vaccins, pansements, et hormones)	18%	4,5	52,2%
ENSEMBLE		23,3	11,4%

* calculs sur 5 mois

Source : Douanes, DG Trésor

Exportations, en Md€	S1 2009*	S1 2010*	Poids au S1 2010	Evol. S109 / S110
Total	10,3	11,5	100,0%	11,4%
Union Européenne	5,2	6,0	52,7%	16,1%
BELGIQUE	0,8	1,9	16,8%	129,6%
ETATS-UNIS	1,1	1,0	9,0%	-9,9%
ALLEMAGNE	0,9	0,8	7,1%	-5,0%
ESPAGNE	0,6	0,6	5,2%	8,8%
ITALIE	0,6	0,6	5,1%	-5,7%
ROYAUME-UNI	0,6	0,4	3,7%	-27,6%
JAPON	0,3	0,4	3,4%	38,3%
PAYS-BAS	0,3	0,3	2,6%	-7,0%
RUSSIE	0,2	0,3	2,4%	14,3%
POLOGNE	0,2	0,3	2,3%	18,3%
SUISSE	0,3	0,3	2,2%	-19,2%
ALGERIE	0,3	0,2	2,1%	-13,6%
CHINE	0,2	0,2	1,8%	15,3%
AUSTRALIE	0,1	0,2	1,8%	47,6%
CANADA	0,2	0,2	1,7%	18,4%
IRLANDE	0,1	0,2	1,4%	13,3%
BRESIL	0,2	0,2	1,4%	3,1%
SINGAPOUR	0,1	0,2	1,4%	33,3%
ARABIE SAOUDITE	0,1	0,2	1,3%	35,4%
HONGRIE	0,1	0,1	1,2%	-7,2%
GRECE	0,2	0,1	1,1%	-21,4%
PORTUGAL	0,1	0,1	0,9%	-19,4%
REPUBLIQUE TCHEQUE	0,1	0,1	0,8%	13,2%
AUTRICHE	0,1	0,1	0,7%	-16,1%
DANEMARK	0,1	0,1	0,7%	-27,3%

* calculs sur 5 mois

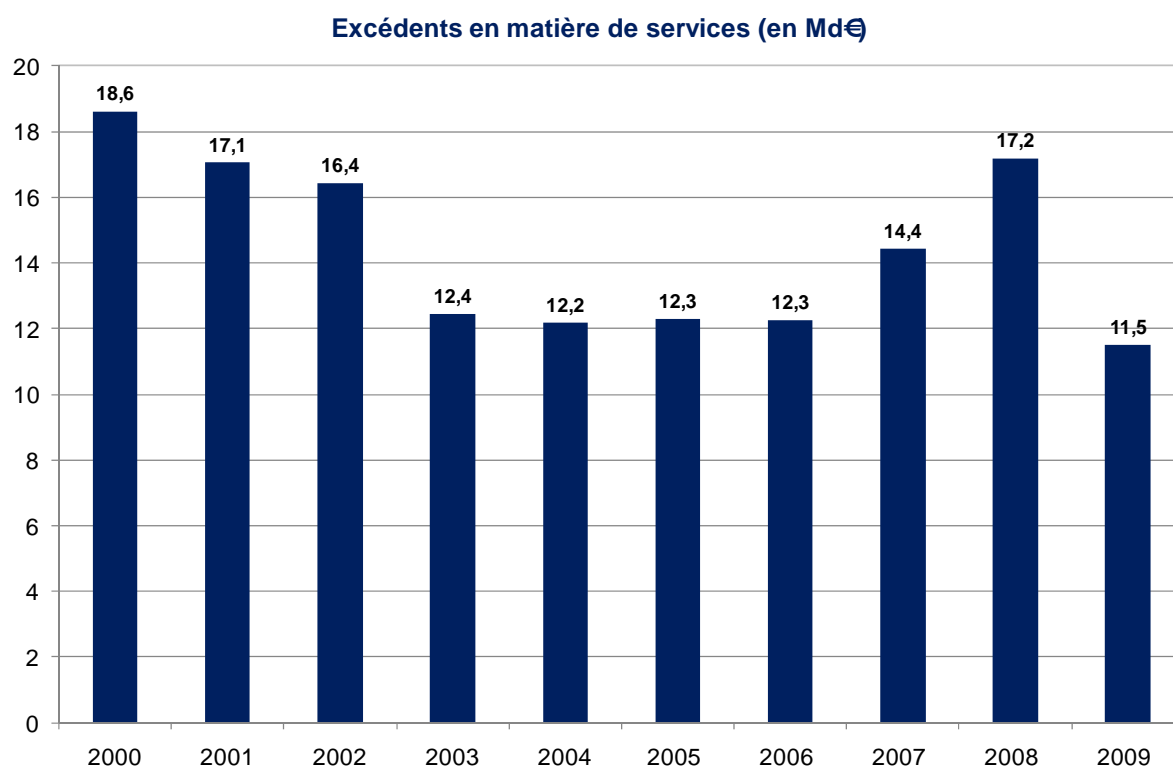
Source : Douanes, DG Trésor



LES ECHANGES DE SERVICES

La France est le 4^e exportateur mondial de services (données OMC 2009, derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne), avec 4,2 % de parts de marché. Ses exportations de services représentent plus d'un quart de ses exportations de biens. Le premier semestre 2010 témoignent d'un net rebond de l'excédent des services.

Nos échanges de services ont été affectés par la crise économique en 2009. Nos exportations ont reculé de 9,5 %, pour s'établir à 102,9 Md€. Les importations se sont également réduites, mais de manière plus faible (-5,3 %) pour atteindre 91,4 Md€. En conséquence, l'excédent sur les services a fléchi en 2009, perdant 5,7 Md€ pour se situer à 11,5 Md€.



Source : Banque de France, DG Trésor

I/ L'excédent du solde des échanges du poste « Voyages et Transports » s'est détérioré en 2009

En 2009, l'excédent des transports et voyages (dont les exportations constituent 58 % des exportations de services) s'est établi à 7,1 Md€, après 9,4 Md€ en 2008.

Cette détérioration concerne plus particulièrement les *voyages*, dont l'excédent passe de 10,3 Md€ à 7,8 Md€, soit une baisse de 2,5 Md€. Les exportations (-7,9 %) ont en effet fléchi de manière plus prononcée que les importations (-1,9 %). Ce recul, amorcé en 2008, s'explique par les effets de la crise économique et les inquiétudes liées à la grippe A. Ainsi, les touristes en provenance de la plupart des voisins européens ont réduit leurs dépenses pour leurs déplacements en France.

Les services de *transport*, notamment le fret, sont particulièrement touchés par la baisse des échanges (-17 % en 2009, tant à l'exportation qu'à l'importation). Le solde dans ce secteur s'améliore légèrement et s'établit à -0,7 Md€, après -0,9 Md€ en 2008.

II/ L'excédent des échanges sur les autres services se réduit en 2009

L'excédent des échanges sur les autres services, qui regroupent essentiellement des services aux entreprises, s'est réduit de 3,3 Md€ en 2009, pour atteindre 4,5 Md€. Cette évolution résulte d'une baisse des exportations (-5,7 %) conjuguée à une légère hausse des importations (+1,4 %).

La détérioration de ce solde s'explique essentiellement par la réduction du solde des *opérations de négoce international* (-1,6 Md€) et de l'excédent des *échanges de redevances et droits de licence* (-0,8 Md€).

III/ Les premiers chiffres pour 2010 montrent une amélioration de l'excédent sur les services

Le solde enregistré au 1^{er} semestre 2010 devrait se redresser par rapport au 2nd semestre 2009. L'excédent devrait approcher les 6,8 Md€, contre 5,4 Md€ au semestre précédent, et 5,5 Md€ au 1^{er} semestre 2009.

Cependant, cette amélioration masque des évolutions contrastées entre les différents postes. Alors que le solde des échanges sur les autres services s'améliorerait, l'excédent du poste « *Voyages et Transports* » serait en baisse (-0,9 Md€).

ANNEXE

Evolution des échanges de services de la France en 2009

En Md€, données brutes	Exportations	Evolution		Importations	Evolution		Solde	Variation
	Valeur 2009	07/08	08/09	Valeur 2009	07/08	08/09	Valeur 2009	08/09
Services	102,9	4,3%	-9,5%	91,4	2,0%	-5,3%	11,5	-5,7
Transports + Voyages	58,4	-1,1%	-12,0%	51,3	2,3%	-9,9%	7,1	-2,3
Transports	23,0	1,4%	-17,7%	23,7	3,8%	-17,7%	-0,7	0,2
<i>Transports maritimes</i>	7,6	2,7%	-25,8%	9,2	9,8%	-17,9%	-1,6	-0,6
<i>Transports aériens</i>	10,1	3,3%	-11,4%	9,0	-1,3%	-17,3%	1,2	0,6
<i>Autres transports</i>	5,3	-3,7%	-16,0%	5,6	3,0%	-18,2%	-0,3	0,2
Voyages	35,4	-2,9%	-7,9%	27,6	0,8%	-1,9%	7,8	-2,5
Autres types de services	44,5	12,9%	-5,9%	40,1	1,6%	1,4%	4,4	-3,4
Services de communication	3,3	-4,4%	8,1%	2,7	8,4%	26,0%	0,6	-0,3
Services de construction	5,0	17,5%	11,1%	2,4	14,0%	35,8%	2,7	-0,1
Services d'assurances	0,6	-36,3%	14,4%	1,4	-20,2%	12,6%	-0,8	-0,1
Services financiers	1,5	2,1%	14,0%	1,0	-8,0%	-24,5%	0,5	0,5
Services d'informatique et d'information	1,2	-9,9%	-8,2%	1,5	-8,3%	-3,3%	-0,3	-0,1
Services, redevances et droits de licence	6,8	17,4%	-10,9%	3,8	8,7%	1,2%	3,0	-0,9
Autres services aux entreprises	24,1	17,6%	-9,8%	24,2	2,0%	-1,9%	-0,1	-2,2
<i>dont négoce international</i>	7,2	47,0%	-18,2%	0,0	0,0%	100,0%	7,2	-1,6
<i>dont commerciaux</i>	1,8	36,4%	-15,1%	3,9	-8,6%	1,2%	-2,1	-0,4
<i>dont locations</i>	0,5	-13,8%	-2,7%	1,8	-2,1%	2,6%	-1,4	-0,1
<i>dont divers</i>	14,5	4,6%	-4,3%	18,4	4,9%	-2,9%	-3,9	-0,1
Services personnels, culturels et récréatifs	1,4	5,3%	-10,1%	2,5	8,8%	0,9%	-1,2	-0,2
<i>dont audiovisuels</i>	0,7	7,5%	-9,5%	1,4	9,8%	0,4%	-0,7	-0,1
<i>dont autres</i>	0,6	3,0%	-10,9%	1,1	7,5%	1,6%	-0,5	-0,1
Services des administrations publiques	0,7	6,7%	-12,1%	0,7	-20,8%	-1,0%	0,0	-0,1

Evolution semestrielle

En Md€, données cvs	Exportations			Evol. S1 10/S2 09	Importations			Evol. S1 10/S2 09	Solde		
	2009 S1	2009 S2	2010 S1*		2009 S1	2009 S2	2010 S1*		2009 S1	2009 S2	2010 S1*
Services	52,1	50,6	52,3	3,2%	46,6	45,2	45,5	1%	5,5	5,4	6,8
Voyages	18,0	17,2	16,8	-2,2%	14,0	14,0	14,3	2,1%	4,0	3,2	2,6
Transports	11,6	11,4	12,6	10,5%	12,2	11,6	12,9	11,9%	-0,6	-0,1	-0,3
Autres services	22,6	22,0	22,8	3,7%	20,5	19,7	18,3	-6,7%	2,1	2,3	4,5

* gel du mois de juin à partir du chiffre de mai CVS

Sources : Banque de France, calculs DG Trésor